

ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

Édition franco-espagnole

Textes législatifs et réglementaires

Le prix du numéro : 0,80 DH. — Numéro des années antérieures : 1,20 DH.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

ABONNEMENT	MAROC		ETRANGER		DIRECTION ET ADMINISTRATION Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE Rabat-Chellah Tél. : 250-24 et 250-25 C.C.P. 101-16 à Rabat
	1 an	6 mois	1 an	6 mois	
Édition complète	46 DH	30 DH	52 DH	35 DH	Prix des annonces : La ligne de 27 lettres : 1,35 DH (Arrêté du 14 juin 1966)
Édition partielle	24 DH	15 DH	35 DH	20 DH	

Les annonces légales et judiciaires prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ». Les textes doivent parvenir, au plus tard, le vendredi pour être publiés dans le numéro à paraître le mercredi de la semaine suivante.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX.

Liste des dépenses des collectivités locales qui peuvent être payées sans mandatement préalable.

Arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des finances n° 878-70 du 23 décembre 1970 complétant l'arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des finances n° 258-68 du 5 avril 1968 fixant la liste des dépenses des collectivités locales qui peuvent être payées sans mandatement préalable 55

Service militaire. — Commission de sélection des assujettis.

Arrêté conjoint du ministre de la défense nationale, secrétaire général du Gouvernement et du ministre de l'intérieur n° 854-70 du 17 décembre 1970 relatif aux réunions des commissions de sélection des assujettis au service militaire en 1971 55

Service militaire. — Contingent 1971.

Arrêté du ministre de la défense nationale, secrétaire général du Gouvernement n° 852-70 du 21 décembre 1970 fixant les conditions dans lesquelles seront convoqués les jeunes gens du contingent, appelés au service militaire en 1971. 55

Service militaire. — Qualité de soutien de famille.

Arrêté du ministre de l'intérieur n° 35-71 du 15 janvier 1971 modifiant l'arrêté n° 841-70 du 15 décembre 1970 fixant les dates de réunion des commissions chargées de l'examen des demandes de certificats attestant la qualité de soutien de famille 55

TEXTES PARTICULIERS.

Marrakech. — Cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal à la Compagnie « Royal Air Maroc ».

Décret n° 2-70-497 du 6 chaabane 1390 (7 octobre 1970) approuvant la délibération du conseil communal de Marrakech autorisant la ville à céder de gré à gré une parcelle de terrain du domaine privé municipal à la Compagnie « Royal Air Maroc » 56

Salé. — Cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal à un particulier.

Décret n° 2-70-535 du 6 chaabane 1390 (7 octobre 1970) approuvant la délibération du conseil communal de Salé autorisant la ville à céder de gré à gré une parcelle de terrain du domaine privé municipal à un particulier. 56

Délégation de signature.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 672-70 du 26 août 1970 portant délégation de signature 56

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

Ministère d'Etat chargé de la promotion nationale et de l'artisanat.

Arrêté du ministre d'Etat chargé de la promotion nationale et de l'artisanat n° 26-71 du 28 décembre 1970 déterminant les commissions administratives paritaires compétentes à l'égard de différents cadres du ministère et fixant leurs compositions 57

Arrêté du ministre d'Etat chargé de la promotion nationale et de l'artisanat n° 27-71 du 28 décembre 1970 relatif à l'élection des représentants du personnel du ministère d'Etat chargé de la promotion nationale et de l'artisanat appelés à siéger au sein des commissions administratives paritaires à compter du 1^{er} janvier 1968 57

Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 8-71 du 14 décembre 1970 complétant l'arrêté n° 602-68 du 17 octobre 1968 portant création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires relevant du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire et fixant leur composition 57

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 9-71 du 14 décembre 1970 relatif à l'élection des représentants du personnel au sein des commissions administratives paritaires à compter du 1^{er} janvier 1968. 58

Ministère de la justice.

Arrêté du ministre de la justice n° 18-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour l'accès au cadre des agents d'exécution (option dactylographie) 58

Arrêté du ministre de la justice n° 41-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour l'accès au cadre des agents publics 58

Ministère des affaires étrangères.

Arrêté du ministre des affaires étrangères n° 40-71 du 6 décembre 1970 portant ouverture d'un examen d'aptitude professionnel pour le recrutement d'un agent public de 2^e catégorie 59

Ministère des affaires administratives.

Arrêté du ministre des affaires administratives n° 42-71 du 18 janvier 1971 fixant le nombre de places mises en concours pour l'admission au Centre de formation de dactylographes, sténodactylographes, d'aides-comptables et d'instructeurs 59

Ministère de l'enseignement secondaire, technique, supérieur et de la formation des cadres.

Arrêté du ministre de l'enseignement secondaire, technique, supérieur et de la formation des cadres n° 5-71 du 24 décembre 1970 portant report de la date d'un concours 59

Arrêté du ministre de l'enseignement secondaire, technique, supérieur et de la formation des cadres n° 6-71 du 24 décembre 1970 portant ouverture d'un concours de recrutement d'assistants de faculté 59

Ministère des finances.

Arrêté du ministre des finances n° 48-71 du 10 septembre 1970 portant ouverture d'un concours pour l'accès au cadre des brigadiers et patrons de l'administration des douanes et droits indirects 60

Arrêté du ministre des finances n° 48-71 du 11 janvier 1971 portant désignation des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de l'inspection générale des finances appelés à siéger pour les années 1968, 1969 et 1970 60

Arrêté du ministre des finances n° 45-71 du 12 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs adjoints du ministère des finances 60

Arrêté du ministre des finances n° 44-71 du 12 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour l'accès au cadre des préposés et matelots de l'administration des douanes et droits indirects 60

Arrêté du ministre des finances n° 46-71 du 12 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'agents d'exécution (option administration) 61

Arrêté du ministre des finances n° 47-71 du 12 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'agents d'exécution (option dactylographie) 61

Ministère des travaux publics et des communications.

Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 850-70 du 11 novembre 1970 fixant les conditions de délivrance du diplôme d'adjoint technique spécialisé et d'agent technique au centre de formation des techniciens de l'aviation civile et de la météorologie 61

Ministère de la jeunesse, des sports et des affaires sociales.

Arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales n° 25-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement des inspecteurs .. 64

Arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales n° 23-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement des instructeurs 64

Arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales n° 20-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement des éducateurs-chefs. 64

Arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales n° 24-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement des éducateurs .. 64

Arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales n° 22-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement des secrétaires (option administration) 65

Arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales n° 21-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement des agents d'exécution (option dactylographie) 65

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Arrêté du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle n° 880-70 du 17 novembre 1970 relatif à l'élection des représentants du personnel du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle au sein des commissions administratives paritaires pour les années 1968, 1969 et 1970 65

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURE DE GESTION

Nominations et promotions 66

Résultats de concours et d'examens 77

Concession de pensions, allocations et rentes viagères 78

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 84

Indice du coût de la vie à Casablanca (111 articles) — mois de décembre 1970 — Base 100 pour la période d'octobre 1958 - septembre 1959 84

SUMARIO

Páginas

TEXTOS GENERALES

Delegación de poderes del primer ministro.

Dahir n.º 1-70-311 de 23 de chawal de 1390 (22 de diciembre de 1970) sobre delegación de poderes. 85

Cámara de representantes. — Clausura del primer período de sesiones ordinarias.

Decreto n.º 2-70-670 de 24 de chawal de 1390 (23 de diciembre de 1970) por el que se pone término al período de sesiones ordinarias de la Cámara de representantes abierto el 9 de octubre de 1970 85

Clasificación de los hoteles de turismo.

Acuerdo del ministro de turismo n.º 792-70 de 5 de diciembre de 1970, por el que se establece la clasificación de los hoteles de turismo 85

TEXTOS PARTICULARES**Delegaciones de firma.**

Acuerdo del ministro de agricultura y de la reforma agraria n.º 672-70, de 26 de agosto de 1970, sobre delegación de firma. 88

Acuerdo del ministro de agricultura y de la reforma agraria n.º 835-70, de 26 de agosto de 1970, sobre delegación de firma 88

TEXTES GÉNÉRAUX

Arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des finances n° 878-70 du 23 décembre 1970 complétant l'arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des finances n° 258-68 du 5 avril 1968 fixant la liste des dépenses des collectivités locales qui peuvent être payées sans mandatement préalable.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des finances n° 258-68 du 5 avril 1968 fixant la liste des dépenses des collectivités locales qui peuvent être payées sans mandatement préalable,

ARRÊTENT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier de l'arrêté susvisé n° 258-68 du 5 avril 1968 est complété ainsi qu'il suit :

« Article premier. — La liste des dépenses des collectivités locales qui peuvent être payées sans mandatement préalable est arrêtée comme suit :

« VII. — Les sommes à payer par les collectivités locales en règlement des titres de recettes émis à leur encontre par la caisse marocaine des retraites.

Rabat, le 28 décembre 1970.

Le ministre de l'intérieur, Le ministre des finances,
GÉNÉRAL MOHAMED OUPKIR. ABDELKRIM LAZRAK.

Arrêté conjoint du ministre de la défense nationale, secrétaire général du Gouvernement et du ministre de l'intérieur n° 841-70 du 17 décembre 1970 relatif aux réunions des commissions de sélection des assujettis au service militaire en 1971.

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT,

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le décret royal n° 137-66 du 20 safar 1386 (9 juin 1966) portant loi relatif à l'institution et à l'organisation du service militaire et notamment son article 11,

ARRÊTENT :

ARTICLE UNIQUE. — Les commissions de sélection prévues par l'article 11 du décret royal portant loi n° 137-66 du 20 safar 1386 (9 juin 1966) susvisé, se réuniront dans les préfectures et les provinces du Royaume, entre le 1^{er} et le 15 février 1971, selon un calendrier qui sera notifié aux autorités intéressées.

Rabat, le 17 décembre 1970.

Le ministre
de la défense nationale,
secrétaire général
du Gouvernement,

BAHINI.

Pour le ministre de l'intérieur
et par délégation,
Le sous-secrétaire d'Etat
à l'intérieur,

MOHAMED BEL ALEM.

Arrêté du ministre de la défense nationale, secrétaire général du Gouvernement n° 832-70 du 21 décembre 1970 fixant les conditions dans lesquelles seront convoqués les jeunes gens du contingent, appelés au service militaire en 1971.

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT,

Vu le décret royal n° 137-66 du 20 safar 1386 (9 juin 1966) portant loi relatif à l'institution et à l'organisation du service militaire, notamment son article 12,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les jeunes gens du contingent, appelés au service militaire en 1971, seront convoqués par ordre d'appel individuel qui leur sera remis, lors de leur comparution devant la commission de sélection, par le représentant de la gendarmerie royale membre de ladite commission.

ART. 2. — Les appelés bénéficieront de la gratuité du transport pour rejoindre les centres d'instruction qui leur seront désignés.

Rabat, le 21 décembre 1970.

BAHINI.

Arrêté du ministre de l'intérieur n° 35-71 du 15 janvier 1971 modifiant l'arrêté n° 841-70 du 15 décembre 1970 fixant les dates de réunion des commissions chargées de l'examen des demandes de certificats attestant la qualité de soutien de famille.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le décret royal n° 137-66 du 20 safar 1386 (9 juin 1966) portant loi relatif à l'institution et à l'organisation du service militaire ;

Vu le décret royal n° 301-66 du 21 safar 1386 (10 juin 1966) relatif à l'exemption des obligations militaires et aux dispenses et sursis dont peuvent bénéficier les assujettis au service militaire et notamment son article 2,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 841-70 du 15 décembre 1970 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Les commissions prévues à l'article 2 du « décret royal n° 301-66 du 21 safar 1386 (10 juin 1966) susvisé se réuniront au siège de chaque préfecture ou province entre « le 15 décembre 1970 et le 25 janvier 1971. »

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel.

Rabat, le 15 janvier 1971.

Pour le ministre de l'intérieur
et par délégation,

Le sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur,
MOHAMED BEL ALEM.

TEXTES PARTICULIERS

Décret n° 2-70-497 du 6 chaabane 1390 (7 octobre 1970) approuvant la délibération du conseil communal de Marrakech autorisant la ville à céder de gré à gré une parcelle de terrain du domaine privé municipal à la Compagnie « Royal Air Maroc ».

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret n° 2-69-148 du 22 hija 1388 (11 mars 1969) portant délégation de signature à M. Driss Slaoui, directeur général du cabinet royal ;

Vu le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu la délibération du conseil communal de Marrakech au cours de sa séance du 6 février 1970 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, après avis du ministre des finances,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération du conseil communal de Marrakech en date du 6 février 1970 autorisant la cession de gré à gré par la ville à la Compagnie « Royal Air Maroc » d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal, d'une superficie de vingt mille (20.000 m²) environ à distraire de la propriété dite « Domaine privé municipal II », objet du titre foncier n° 1643 M., sise en bordure de l'avenue de France à Marrakech et telle que cette parcelle est délimitée par un liseré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix de cinquante dirhams (50 DH) le mètre carré, soit pour la somme globale de un million de dirhams (1.000.000 de DH).

ART. 3. — Le président du conseil communal de Marrakech est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 chaabane 1390 (7 octobre 1970).

Pour Sa Majesté le Roi et par délégation,

Le directeur général du cabinet royal,

DRISS SLAOUI.

Décret n° 2-70-535 du 6 chaabane 1390 (7 octobre 1970) approuvant la délibération du conseil communal de Salé autorisant la ville à céder de gré à gré une parcelle de terrain du domaine privé municipal à un particulier.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret n° 2-69-148 du 22 hija 1388 (11 mars 1969) portant délégation de signature à M. Driss Slaoui, directeur général du cabinet royal ;

Vu le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu la délibération du conseil communal de Salé au cours de sa séance du 27 avril 1970 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, après avis du ministre des finances,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération du conseil communal de Salé en date du 27 avril 1970 autorisant la cession de gré à gré par la ville à M. Binebine Mohamed d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal, sise au plateau de Bettana, d'une superficie de six cent quatre-vingt-dix mètres carrés (690 m²) environ à distraire de la propriété dite « Bettana Ville I », objet du titre foncier n° 31945 R. et telle que cette parcelle est délimitée par un liseré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix de dix-huit dirhams (18 DH) le mètre carré, soit pour la somme globale de douze mille quatre cent vingt dirhams (12.420 DH).

ART. 3. — Le président du conseil communal de Salé est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 chaabane 1390 (7 octobre 1970).

Pour Sa Majesté le Roi et par délégation,

Le directeur général du cabinet royal,

DRISS SLAOUI.

**Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire
n° 672-70 du 26 août 1970
portant délégation de signature.**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le décret royal n° 555-67 du 8 chaabane 1387 (11 novembre 1967) relatif à la composition et à l'organisation du Gouvernement, tel qu'il a été complété et modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été modifié et complété par le dahir n° 1-57-269 du 9 safar 1378 (24 août 1958) et notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation permanente de signature est donnée à M. Berrada Abdeslem, directeur adjoint, chef de l'administration des eaux et forêts et de la conservation des sols, à l'effet de signer ou viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant la gestion des services relevant de cette administration, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires et à l'exclusion :

Des marchés de travaux et fournitures dont le montant dépasse 50.000 dirhams et des cessions par entente directe de produits forestiers dont la valeur excède 10.000 dirhams ;

Des contrats du personnel étranger exerçant dans le cadre des conventions d'assistance technique ;

Des actes affectant la carrière du personnel des cadres supérieurs.

ART. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Berrada Abdeslem, la délégation permanente de signature définie à l'article premier est donnée à M. El Krief André, chef du service économique et juridique de la direction des eaux et forêts et de la conservation des sols.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 26 août 1970.

AHMED LASKY.

Pour Sa Majesté le Roi et p.o.,

Le Premier ministre,

D^r AHMED LARAKI.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS.

MINISTÈRE D'ETAT CHARGÉ DE LA PROMOTION NATIONALE ET DE L'ARTISANAT.

Arrêté du ministre d'Etat chargé de la promotion nationale et de l'artisanat n° 26-71 du 28 décembre 1970 déterminant les commissions administratives paritaires compétentes à l'égard de différents cadres du ministère et fixant leurs compositions.

LE MINISTRE D'ETAT CHARGÉ DE LA PROMOTION NATIONALE ET DE L'ARTISANAT,

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2-59-0200 du 26 chaoual 1378 (5 mai 1959) portant application de l'article 11 du dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) précité, relatif aux commissions administratives paritaires, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué au ministère d'Etat chargé de la promotion nationale et de l'artisanat des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels appartenant à chacun des cadres ou groupes de cadres désignés ci-après :

- 1^{re} commission : contrôleurs de l'artisanat ;
- 2^e commission : agents techniques ;
- 3^e commission : secrétaires ;
- 4^e commission : agents d'exécutions ;
- 5^e commission : agents de services ;
- 6^e commission : agents publics.

ART. 2. — La composition de ces commissions est fixée ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION DES COMMISSIONS	COMPOSITION DES COMMISSIONS			
	REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL		REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION	
	Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
1 ^{re} commission : contrôleurs de l'artisanat	I	I	I	I
2 ^e commission : agents techniques	I	I	I	I
3 ^e commission : secrétaires	I	I	I	I
4 ^e commission : agents d'exécutions	I	I	I	I
5 ^e commission : agents de services	I	I	I	I
6 ^e commission : agents publics	I	I	I	I

Rabat, le 28 décembre 1970.

MOULAY AHMED ALAOUÏ.

Arrêté du ministre d'Etat chargé de la promotion nationale et de l'artisanat n° 27-71 du 28 décembre 1970 relatif à l'élection des représentants du personnel du ministère d'Etat chargé de la promotion nationale et de l'artisanat appelés à siéger au sein des commissions administratives paritaires à compter du 1^{er} janvier 1968.

LE MINISTRE D'ETAT CHARGÉ DE LA PROMOTION NATIONALE ET DE L'ARTISANAT,

Vu l'arrêté du ministre d'Etat chargé de la promotion nationale et de l'artisanat n° 26-71 du 28 décembre 1970 déterminant les commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des différents cadres du ministère et fixant leur composition,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'élection des représentants du personnel du ministère d'Etat chargé de la promotion nationale et de l'artisanat appelés à siéger à compter du 1^{er} janvier 1968 au sein des commissions administratives paritaires aura lieu le mardi 30 janvier 1971.

ART. 2. — Il sera établi des listes distinctes pour chacun des grades énumérés à l'article premier de l'arrêté ministériel susvisé.

ART. 3. — Les listes porte ont obligatoirement pour chacun des grades où elles entendent à être représentées les noms de deux fonctionnaires de ce grade.

ART. 4. — Les listes nominatives des candidats, accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat et portant la mention du candidat habilité à les représenter dans les opérations électorales, doivent être déposées au ministère d'Etat chargé de la promotion nationale et de l'artisanat (direction de l'artisanat à Rabat) le 8 janvier 1971.

ART. 5. — Le dépouillement des votes aura lieu le 8 février 1971 dans les conditions fixées par le décret n° 2-59-0200 du 26 chaoual 1378 (5 mai 1959).

ART. 6. — La commission de dépouillement des votes se compose de : MM. Alaoui Sacc Mohamed, Marnissi Driss et El Grini Mohamed.

Rabat, le 28 décembre 1970.

MOULAY AHMED ALAOUÏ.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 8-71 du 14 décembre 1970 complétant l'arrêté n° 602-68 du 17 octobre 1968 portant création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires relevant du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire et fixant leur composition.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 602-68 du 17 octobre 1968 portant création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires relevant du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire et fixant leur composition, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 1 et 2 de l'arrêté n° 602-68 du 17 octobre 1968 susvisé sont complétés ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Il est créé au ministère de l'agriculture et de la réforme agraire une commission administrative paritaire pour chacun des grades ou cadres énumérés ci-après :

- « 2^e commission : agents d'exécution (ex-agents de surveillance des eaux et forêts).

« Article 2. — La composition de ces commissions est fixée, ainsi qu'il suit :

CADRES ET GRADES	MEMBRES	
	Titulaires	Suppléants
22 ^e commission.		
Agents d'exécution (ex-agents de surveillance des eaux et forêts) :		
Représentants de l'administration	2	2
Représentants du personnel	2	2

(Le reste sans changement.)

Rabat, le 14 décembre 1970.

AHMED LASKY.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 9-71 du 14 décembre 1970 relatif à l'élection des représentants du personnel au sein des commissions administratives paritaires à compter du 1^{er} janvier 1968.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le décret n° 2-59-0200 du 26 chaoual 1378 (5 mai 1959) portant application de l'article 11 du dahir portant statut général de la fonction publique relatif aux commissions administratives paritaires, tel qu'il a été modifié ;

Vu l'arrêté ministériel n° 602-68 du 17 octobre 1968 portant création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires relevant du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire et fixant leur composition, tel qu'il a été modifié ou complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'élection des représentants du personnel appelés à siéger à compter du 1^{er} janvier 1968 au sein des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des cadres des administrateurs adjoints et des agents d'exécution (ex-agents de surveillance des eaux et forêts) aura lieu le 1^{er} février 1971.

ART. 2. — Il sera établi des listes distinctes pour le cadre des administrateurs adjoints et pour celui des agents d'exécution (ex-agents de surveillance des eaux et forêts).

ART. 3. — Les listes comporteront obligatoirement pour chacun des cadres auxquelles elles correspondent les noms de quatre fonctionnaires de ce cadre.

Elles devront être accompagnées d'une déclaration de candidature établie et signée par chaque candidat et porter la mention du candidat habilité à les représenter dans les opérations électorales.

Elles devront être déposées au ministère de l'agriculture et de la réforme agraire le 2 janvier 1971, au plus tard.

ART. 4. — Le dépouillement des votes aura lieu le 9 février 1971 dans les conditions fixées par le décret du 26 chaoual 1378 (5 mai 1959).

ART. 5. — La commission de dépouillement des votes sera composée de :

MM. Mohamed Guerraoui, président ;
Ali Drissi, membre ;
El Hassan Abbassy, membre.

Rabat, le 14 décembre 1970.

AHMED LASKY.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du ministre de la justice n° 18-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour l'accès au cadre des agents d'exécution (option dactylographie).

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique et notamment l'article 24 ;

Vu le décret n° 2-62-345 du 15 safar 1383 (8 juillet 1963) portant statut particulier des cadres d'administration centrale et du personnel commun aux administrations publiques, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté royal n° 3-214-67 du 11 octobre 1967 portant règlement du concours pour l'accès au cadre des agents d'exécution ;

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de quarante-sept (47) agents d'exécution (option dactylographie) aura lieu le 24 janvier 1971 à Marrakech, Agadir, Fès et Settat et, le cas échéant, dans d'autres centres si le nombre des candidats le justifie, en vue de pourvoir les postes actuellement vacants dans les ressorts des juridictions précitées.

Le nombre des emplois réservés aux candidats anciens résistants est de douze (12).

ART. 2. — Tout candidat admis au concours, devra accepter le poste qui lui sera attribué. En cas de refus de rejoindre ce poste, il sera, après mise en demeure, rayé de la liste des candidats admis.

ART. 3. — Les candidatures devront parvenir au plus tard le 21 janvier 1970.

Rabat, le 6 janvier 1971.

AHMED BENBOUCHTA.

Arrêté du ministre de la justice n° 41-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour l'accès au cadre des agents publics.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu le décret royal n° 682-67 du 9 rejeb 1387 (14 octobre 1967) portant statut particulier du cadre des agents publics ;

Vu l'arrêté du ministre des affaires administratives, secrétaire général du Gouvernement n° 216-68 du 21 avril 1968 portant classification des emplois communs du cadre des agents publics ;

Vu l'arrêté du ministre des affaires administratives, secrétaire général du Gouvernement n° 217-68 du 21 avril 1968 portant classification des emplois du cadre des agents publics propres aux départements ministériels ;

Vu l'arrêté du ministre des affaires administratives, secrétaire général du Gouvernement n° 127-70 du 21 février 1970 portant règlement des concours et examens pour l'accès aux différentes catégories du cadre des agents publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de quarante (40) agents publics de 3^e catégorie notificateurs aura lieu le 14 février 1971 à Rabat et, le cas échéant, dans d'autres centres si le nombre des candidats le justifie.

Le nombre de postes réservés aux anciens résistants est fixé à dix (10).

ART. 2. — Les épreuves du concours auront lieu en langue arabe.

ART. 3. — Tout candidat admis au concours devra accepter le poste qui lui sera attribué. En cas de refus de rejoindre ce poste, il sera, après mise en demeure, rayé de la liste des candidats admis.

ART. 4. — Les demandes d'inscription devront parvenir au ministère de la justice (direction de l'administration générale et du personnel, au plus tard, le 1^{er} février 1971).

Rabat, le 6 janvier 1971.

AHMED BENBOUCHTA.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Arrêté du ministre des affaires étrangères n° 40-71 du 6 décembre 1970 portant ouverture d'un examen d'aptitude professionnel pour le recrutement d'un agent public de 2^e catégorie.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu le décret royal n° 682-67 du 9 rejeb 1387 (14 octobre 1967) portant statut particulier du cadre des agents publics ;

Vu l'arrêté du ministre des affaires administratives, secrétaire général du Gouvernement n° 120-70 du 21 février 1970 portant règlement des concours et examens pour l'accès aux différentes catégories du cadre des agents publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen d'aptitude professionnel pour le recrutement d'un agent public de 2^e catégorie (spécialité : chauffeur-dépanneur) aura lieu au ministère des affaires étrangères le 11 février 1970.

ART. 2. — Les candidatures devront être déposées au service du personnel, au plus tard, le 22 janvier 1970, dernier délai.

Rabat, le 6 décembre 1970.

Le secrétaire général
du ministère des affaires étrangères,

MOHAMED SIJILMASSI.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Arrêté du ministre des affaires administratives n° 42-71 du 18 janvier 1971 fixant le nombre de places mises en concours pour l'admission au Centre de formation de dactylographes, sténodactylographes, d'aides-comptables et d'instructeurs.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES,

Vu le décret n° 2-64-507 du 2 chaabane 1384 (7 décembre 1964) portant création d'un Centre de formation de dactylographes, sténodactylographes, d'aides-comptables et d'instructeurs ;

Vu l'arrêté n° 3-021-65 du 20 février 1965 du Premier ministre réglementant le concours d'admission au Centre de formation de dactylographes, sténodactylographes, d'aides-comptables et d'instructeurs ;

Vu le dahir n° 1-58-660 du 7 hija 1377 (25 juin 1968) réprimant les fraudes dans les examens et concours publics.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre de places mises en concours pour l'admission au Centre de formation de dactylographes, sténodactylographes, d'aides-comptables et d'instructeurs est fixé à vingt-cinq (25) places pour la section de dactylographie.

ART. 2. — Le concours aura lieu à Rabat le 13 février 1971.

Rabat, le 18 janvier 1971.

AHMED OSMAN.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, TECHNIQUE, SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION DES CADRES

Arrêté du ministre de l'enseignement secondaire, technique, supérieur et de la formation des cadres n° 5-71 du 24 décembre 1970 portant report de la date d'un concours.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, TECHNIQUE, SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION DES CADRES,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement secondaire, technique, supérieur et de la formation des cadres n° 569-70 du 30 juillet 1970 portant règlement du concours pour le recrutement des inspecteurs de l'enseignement du second degré, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté n° 819-70 du 26 octobre 1970 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs de l'enseignement du second degré,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le concours pour le recrutement d'inspecteurs de l'enseignement du second degré dont la date avait été initialement fixée au 15 décembre 1970 par l'arrêté n° 819-70 du 26 octobre 1970 susvisé, aura lieu à partir du 15 février 1971. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 1^{er} février 1971.

Rabat, le 24 décembre 1970.

MAMOUN TAHIRI.

Arrêté du ministre de l'enseignement secondaire, technique, supérieur et de la formation des cadres n° 6-71 du 24 décembre 1970 portant ouverture d'un concours de recrutement d'assistants de faculté.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, TECHNIQUE, SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION DES CADRES,

Vu le décret n° 2-70-250 du 13 rebia II 1390 (18 juin 1970) portant statut particulier du personnel enseignant de l'enseignement supérieur et notamment son article 19 ;

Vu l'arrêté n° 781-70 du 17 octobre 1970 du ministre de l'enseignement secondaire, technique, supérieur et de la formation des cadres fixant les modalités du concours, sur titres et sur épreuves, en vue du recrutement des assistants de faculté,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours sur titres de recrutement d'assistants de faculté à la faculté des lettres aura lieu à Rabat, le 15 février 1971.

ART. 2. — Le nombre de postes mis en compétition est fixé à vingt (20) répartis entre les disciplines ci-après :

Lettres arabes	5
Lettres françaises	3
Philosophie	3
Histoire	3

Géographie	3
Anglais	2
Espagnol	1

ART. 3. — Peuvent se présenter à ce concours les candidats remplissant les conditions prévues par l'article 19 du décret susvisé.

Rabat, le 24 décembre 1970.

MAMOUN TAHIRI.

MINISTÈRE DES FINANCES

Arrêté du ministre des finances n° 48-71 du 10 septembre 1970 portant ouverture d'un concours pour l'accès au cadre des brigadiers et patrons de l'administration des douanes et droits indirects.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques et notamment son article 6 ;

Vu le décret royal n° 1191-66 du 27 kaada 1386 (9 mars 1967) portant statut particulier du personnel du ministère des finances et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté du ministre des finances n° 363-68 du 17 juin 1968 portant règlement du concours pour l'accès au cadre des brigadiers et patrons de l'administration des douanes et droits indirects ;

Vu l'arrêté du ministre des finances du 20 février 1970 portant ouverture du concours pour l'accès au cadre de brigadiers et patrons des douanes et droits indirects ;

Attendu que le présent arrêté a pour objet de porter le nombre d'emplois mis au concours prévu par l'arrêté précité du 20 février 1970 à cinquante-cinq (55),

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

« Article premier. —

« Un concours pour le recrutement de cinquante-cinq (55) brigadiers et patrons des douanes est ouvert à Casablanca le 31 mai 1970. »
(Le reste sans changement.)

Rabat, le 10 septembre 1970.

Pour le ministre des finances,

Le secrétaire général,

MOHAMED EL MDAGHRI.

Arrêté du ministre des finances n° 43-71 du 11 janvier 1971 portant désignation des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de l'inspection générale des finances appelés à siéger pour les années 1968, 1969 et 1970.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu l'arrêté du ministre des finances n° 808-70 du 14 novembre 1970 relatif à l'élection des représentants du personnel appelés à siéger dans la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de l'inspection générale des finances pour les années 1968, 1969 et 1970,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER. — Représentants de l'administration.

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés représentants de l'administration dans la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de l'inspection générale des finances,

Commission unique.

Membres titulaires :

MM. El Mdaghri Mohamed ;
Benayad Mohamed ;

Membres suppléants :

MM. Haloui Hassan ;
Lazrak Mohamed.

ART. 2. — La présidence pour la commission précitée sera assurée de la manière suivante :

Président titulaire : M. El Mdaghri Mohamed ;

Président suppléant : M. Benayad Mohamed.

TITRE II. — Représentants du personnel.

ART. 3. — Sont désignés membres titulaires et membres suppléants pour assurer la représentation du personnel :

Commission unique.

Membres titulaires :

MM. Lukasch Hassan ;
Kanouni Saâd ;

Membres suppléants :

MM. Seqat Mohamed ;
Benchebkroun Mohamed.

Rabat, le 11 janvier 1971.

ABDELKRIM LAZRAK.

Arrêté du ministre des finances n° 45-71 du 12 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs adjoints du ministère des finances.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques et notamment son article 6 ;

Vu le décret royal n° 1191-66 du 23 kaada 1386 (9 mars 1967) portant statut particulier du personnel du ministère des finances et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du ministre des finances n° 89-68 du 10 janvier 1968 portant règlement du concours pour le recrutement d'inspecteurs adjoints du ministère des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de trente-trois (33) inspecteurs adjoints est ouvert à Rabat le 28 mars 1971 :

Dix-sept (17) emplois réservés aux fonctionnaires du ministère des finances rangés au moins au 4^e échelon de l'échelle 6 ;

Seize (16) emplois réservés aux candidats titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme équivalent.

ART. 2. — Les demandes de participation devront parvenir au service administratif central avant le 28 février 1971, délai de rigueur.

ART. 3. — Le nombre d'emplois réservés aux candidats anciens résistants est fixé à quatre (4).

Rabat, le 12 janvier 1971.

Pour le ministre des finances,

Le secrétaire général,

MOHAMED EL MDAGHRI.

Arrêté du ministre des finances n° 44-71 du 12 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour l'accès au cadre des préposés et matelots de l'administration des douanes et droits indirects.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques et notamment son article 6 ;

Vu le décret royal n° 1191-66 du 23 kaada 1386 (9 mars 1967) portant statut particulier du personnel du ministère des finances et notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté du ministre des finances n° 361-68 du 17 juin 1968 portant règlement du concours pour l'accès au cadre des préposés et matelots de l'administration des douanes et droits indirects,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de quatre-vingt-quinze (95) préposés et matelots des douanes est ouvert à Casablanca le 28 mars 1971.

Les candidatures devront parvenir au service administratif central du ministère des finances, bureau du personnel à Rabat, avant le 28 février 1971.

ART. 2. — Le nombre d'emplois réservés aux anciens résistants est fixé à vingt-quatre (24).

Rabat, le 12 janvier 1971.

Pour le ministre des finances,

Le secrétaire général,

MOHAMED EL MDAGHRI.

Arrêté du ministre des finances n° 46-71 du 12 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'agents d'exécution (option administration).

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2-62-345 du 15 safar 1383 (8 juillet 1963) portant statut particulier des cadres d'administration centrale et du personnel commun aux administrations publiques et notamment ses articles 7 et 19 ;

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu l'arrêté royal n° 3-214-67 du 11 octobre 1967 portant règlement du concours pour l'accès au cadre des agents d'exécution ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de vingt (20) agents d'exécution (option administration) est ouvert à Rabat le 11 avril 1971.

Les candidatures devront parvenir au service administratif central avant le 11 mars 1971, délai de rigueur.

ART. 2. — Le nombre d'emplois réservés aux candidats anciens résistants est fixé à cinq (5).

Rabat, le 12 janvier 1971.

Pour le ministre des finances,

Le secrétaire général,

MOHAMED EL MDAGHRI.

Arrêté du ministre des finances n° 47-71 du 12 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'agents d'exécution (option dactylographie).

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2-62-345 du 15 safar 1383 (8 juillet 1963) portant statut particulier des cadres d'administration centrale et du personnel commun aux administrations publiques et notamment ses articles 7 et 19 ;

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu l'arrêté royal n° 3-214-67 du 11 octobre 1967 portant règlement du concours pour l'accès au cadre des agents d'exécution ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de dix-neuf (19) agents d'exécution (option dactylographie) est ouvert à Rabat, Fès et Marrakech, le 18 avril 1971.

Les candidatures devront parvenir au service administratif central avant le 18 mars 1971, délai de rigueur.

ART. 2. — Le nombre d'emplois réservés aux candidats anciens résistants est fixé à quatre (4).

Rabat, le 12 janvier 1971.

Pour le ministre des finances,

Le secrétaire général,

MOHAMED EL MDAGHRI.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES COMMUNICATIONS**

Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 880-70 du 11 novembre 1970 fixant les conditions de délivrance du diplôme d'adjoint technique spécialisé et d'agent technique au centre de formation des techniciens de l'aviation civile et de la météorologie.

**LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES COMMUNICATIONS,**

Vu le décret royal n° 487-65 du 26 kaada 1385 (18 mars 1966) portant création et organisation du centre de formation des techniciens de l'aviation civile et de la météorologie, notamment l'article 17 ;

Vu le décret royal n° 2-70-370 du 4 chaabane 1390 (6 octobre 1970) modifiant et complétant le décret royal n° 487-65 du 26 kaada 1385 (18 mars 1966) précité ;

Vu le décret royal n° 1189-66 du 27 kaada 1386 (9 mars 1967) portant statut particulier du corps interministériel des ingénieurs et des adjoints techniques des administrations publiques, notamment l'article 13,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le diplôme d'adjoint technique spécialisé (spécialités : Météorologie - Télécommunications - Signalisation - Circulation aérienne - Mécaniciens d'aéronefs) ainsi que celui d'agent technique (spécialités : Météorologie - Télécommunications - Signalisation - Circulation aérienne - Mécaniciens de téléimprimeurs) sont délivrés à tout élève ayant subi avec succès les épreuves de l'examen de sortie du centre de formation des techniciens de l'aviation civile et de la météorologie de Casablanca dans les conditions prévues par le présent arrêté.

ART. 2. — L'examen de sortie du centre de formation des techniciens de l'aviation civile et de la météorologie de Casablanca comprend des épreuves écrites, pratiques et orales.

Les programmes des matières de ces épreuves figurent en annexe I en ce qui concerne les adjoints techniques spécialisés et en annexe II pour ce qui est des agents techniques.

ART. 3. — Les épreuves écrites pratiques et orales sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 6 est éliminatoire.

ART. 4. — Le diplôme d'adjoint technique spécialisé sera délivré à tout élève qui aura obtenu une moyenne de 13 sur 20. Cette moyenne sera calculée d'après les notes obtenues par l'élève à l'examen de sortie d'une part, et d'autre part, la moyenne générale des notes obtenues dans les différentes matières enseignées au centre

de formation des techniciens de l'aviation civile et de la météorologie durant sa scolarité.

Art. 5. — Les jours, heures et lieu d'examen sont fixés par le directeur du centre de formation des techniciens de l'aviation civile et de la météorologie.

Art. 6. — La composition de la commission de surveillance et du jury d'examen est fixée par décision du ministre des travaux publics et des communications.

Art. 7. — Le présent arrêté prend effet du 1^{er} octobre 1970.

Rabat, le 11 novembre 1970.

HASSAN CHAMI.

**

ANNEXE 1

Examen de sortie des adjoints techniques spécialisés issus du centre de formation des techniciens de l'aéronautique civile et de la météorologie.

Spécialité : TÉLÉCOMMUNICATIONS ET SIGNALISATIONS

ÉPREUVES	COEFFICIENTS	TEMPS ACCORDÉ
A.) Épreuves écrites :		
Mathématiques.	6	3 heures
Anglais.	1	2 heures
Dessin industriel.	2	3 heures
Technologie générale.	2	1 h. 30
Dessin radio.	2	3 heures
Technologie radio.	2	2 heures
Électrotechnique.	6	3 heures
Électronique.	3	3 heures
Circuits.	3	3 heures
Appareillage électrique.	3	3 heures
Balisage (étude personnelle écrite).	4	1 mois
Moteurs et groupes.	2	2 heures
Mesures.	2	2 heures
Électronique appliquée.	6	3 heures
Émission.	2	2 heures
Matériel émetteur.	2	2 heures
Réception.	2	2 heures
Matériel récepteur.	2	2 heures
Avant projet d'un équipement (étude personnelle écrite).	8	2 mois
Hyperfréquences et radar.	4	3 heures
Impulsions.	4	3 heures
Propagation et antennes.	3	3 heures
ILS - VOR.	2	2 heures
Télécommunication par fil.	1	2 heures
Technique digitale.	2	2 heures
(B.) Épreuves orales :		
Anglais.	1	0 h. 15 par élève
Réception.	2	id.
Émission.	2	id.
Circuits électronique.	2	id.
Mesures.	2	id.
ILS - VOR.	2	
C.) Épreuves pratiques :		
T.P. Atelier.	4	4 heures
T.P. Impulsions.	4	0 h. 30 par élève
T.P. Réception.	5	id.
T.P. Émission.	5	id.
T.P. Hyperfréquences et radar.	4	id.
T.P. ILS et VOR.	5	id.
T.P. Circuits électroniques.	4	id.
T.P. Télérépresseurs.	1	1 h. par élève

Spécialité : MÉCANICIENS D'AÉRONEFS

MATIÈRES	COEFFICIENTS	DURÉE	OBSERVATIONS
I. — Épreuves écrites :			
Français.	1		
Anglais.	1	2 heures	
Législation et hygiène.	1	1 h. 30	
Éducation physique.	1	0 h. 30	
Mathématiques et mécanique.	2	3 heures	
Dessin industriel.	2	4 heures	
Technologie générale et professionnelle.	3	2 heures	
Électricité et électronique.	3	2 heures	
Théorie et technologie avion.	4	3 heures	
Théorie et technologie moteur.	4	3 heures	
Électricité avion.	2	2 heures	
Instruments de bord.	2	2 heures	
Rapport technique.	3	4 heures	
II. — Épreuves orales :			
Technique et technologie avion.	5	1 heure	
Technique et technologie moteur.	3	1 heure	
III. — Épreuves pratiques :			
Travaux pratiques cellule sur avion.	4	8 heures	
Travaux pratiques cellule en atelier.	4	4 heures	
Réglage d'avion.	4	4 heures	
Dépannage hydraulique.	4	4 heures	
Travaux pratiques moteur sur avion.	4	8 heures	
Travaux pratiques moteur en atelier.	4	4 heures	
Réglage moteur.	4	4 heures	
Dépannage moteur (banc).	4	4 heures	
Travaux pratiques électricité.	4	4 heures	

Spécialité : CIRCULATION AÉRIENNE

ÉPREUVES	COEFFICIENTS	DURÉE
I. — Épreuves écrites :		
Circulation aérienne.	5	6 heures
Navigation aérienne.	2	3 heures
Météorologie.	2	3 heures
Radio navigation.	2	3 heures
Aérotechnique.	1	3 heures
Radioélectricité.	1	1 h. 30
Exploitation aéroportuaire.	1	3 heures
Anglais.	2	6 heures
II. — Épreuves orales :		
Anglais.	1	0 h. 30
Météorologie.	1	0 h. 30
Radio navigation.	1	0 h. 30
III. — Épreuves pratiques :		
T.P. Circulation aérienne.		
Aérodrome		
Approche	10	2 heures par élève
Régional		
T.P. Procédure et		
T.P. Télécommunications.	1	3 heures

Spécialité : MÉTÉOROLOGIE

MATIÈRES	COEFFICIENTS	DURÉE	OBSERVATIONS
I. — Épreuves écrites :			
Météorologie générale.	5	4 heures	
Instruments et mesures.	5	4 heures	
Aérologie.	4	3 heures	
Nuages et physique des nuages.	5	4 heures	
Climatologie et statistiques.	4	4 heures	
II. — Épreuves orales :			
Frontologie et météo tropicale.	4	1 heure	
Météorologie aéronautique.	4	1 heure	
Météorologie agricole.	3	0 h. 45	
Météorologie maritime.	2	0 h. 45	
Transmissions.	3	1 heure	
Géographie.	1	0 h. 30	
III. — Épreuves pratiques :			
* Travaux pratiques de sondage tenue de documents, méthodes d'observation et codification.	10	16 h. 30 (16 h. + 0 h. 30)	Ces travaux pratiques comportent des épreuves orales : — Méthode d'observation : 30 minutes. — Justification du tracé et protection téléphonique : 1 h.
* Travaux pratiques de cartographie (frontologie, aérologie et météorologie aéronautique).	10	21 heures (20 h. + 1 h.)	

ANNEXE II

Examen de sortie des agents techniques
issus du centre de formation des techniciens
de l'aéronautique civile et de la météorologie.

Spécialité : TÉLÉCOMMUNICATIONS ET SIGNALISATIONS

ÉPREUVES	COEFFICIENTS	TEMPS ACCORDÉ
A.) Épreuves écrites :		
Électricité.	6	3 heures
Électronique.	6	3 heures
Impulsions et hyperfréquences.	7	3 heures
Propagations et antennes.	2	2 heures
Modulation de fréquences et transistors.	3	2 heures
Mathématiques.	2	2 heures
Anglais.	1	2 heures
B. — Épreuves orales :		
Émission.	4	0 h. 15 par élève
Réception.	4	0 h. 15 par élève
Anglais.	1	0 h. 15 par élève
AP. de mesure.	2	0 h. 15 par élève
C.) Épreuves pratiques :		
T.P. Circuits électroniques.	3	0 h. 30 par élève
T.P. Circuits impulsions et hyperfréquences.	3	0 h. 30 par élève
T.P. Émetteurs.	6	0 h. 30 par élève
T.P. Récepteurs.	6	0 h. 30 par élève
T.P. Ap. de mesure.	2	0 h. 30 par élève
T.P. atelier.	2	4 heures

Spécialité : CIRCULATION AÉRIENNE

ÉPREUVES	COEFFICIENTS	DURÉE
I. — Épreuves écrites :		
Circulation aérienne.	5	6 heures
Navigation aérienne.	2	3 heures
Météorologie.	2	3 heures
Radio navigation.	2	3 heures
Aérotechnique.	1	3 heures
Radioélectricité.	1	1 h. 30
Exploitation aéroportuaire.	1	3 heures
Anglais.	2	6 heures
II. — Épreuves orales :		
Anglais.	1	0 h. 30
Météorologie.	1	0 h. 30
Radio navigation.	1	0 h. 30
III. — Épreuves pratiques :		
T.P. Circulation aérienne.		
Aérodrome		
Approche	10	2 heures par élève
Régional		
T.P. Procédure et		
T.P. Télécommunications.	1	3 heures

Spécialité : TÉLÉIMPRIMEURS

ÉPREUVES	COEFFICIENTS	TEMPS ACCORDÉ
A.) Épreuves écrites :		
Electricité.	3	3 heures
Électronique.	3	3 heures
Télécommunication par fil.	4	3 heures
Anglais.	1	2 heures
B.) Épreuves orales :		
Anglais.	1	0 h. 15 par élève
Télécommunication par fil.	2	0 h. 15 par élève
C.) Épreuves pratiques :		
T.P. Téléimprimeurs.	6	1 heure
T.P. Atelier.	2	4 heures

Spécialité : MÉTÉOROLOGIE

MATIÈRES	COEFFICIENTS	DURÉE	OBSERVATIONS
I. — Épreuves écrites :			
Météorologie générale.	5	3 heures	
Climatologie.	3	0 h. 30	
II. — Épreuves orales :			
Instruments et méthodes d'observation.	6	1 heure	
Nuages.	5	1 heure	
Transmissions.	3	0 h. 30	
III. — Épreuves pratiques :			
Codes.	5	3 heures	
Cartes.	10	4 heures	
Aérologie.	5	3 heures	
Tenue de documents.	10	4 heures	
Manipulation téléimprimeurs.	8	1 h. 30	

**MINISTÈRE DE LA JEUNESSE,
DES SPORTS ET DES AFFAIRES SOCIALES**

**Arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales
n° 25-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour
le recrutement des inspecteurs.**

**LE MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DES AFFAIRES SOCIALES,**

Vu le décret royal n° 1194-66 du 27 kaada 1386 (9 mars 1967) portant statut particulier du personnel de l'administration de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants ;

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu l'arrêté n° 865-70 du 4 janvier 1971 portant règlement du concours pour l'accès au cadre des inspecteurs,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de quatorze (14) inspecteurs est ouvert à Rabat, le 15 février 1971.

ART. 2. — Le nombre d'emplois réservés aux candidats anciens résistants est fixé à quatre (4).

ART. 3. — Les demandes d'inscription devront parvenir au ministère de la jeunesse, des sports et des affaires sociales, bureau du personnel, avant le 8 février 1971, dernier délai.

Rabat, le 6 janvier 1971.

BADREDDINE SENOUSI.

**Arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales
n° 23-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour
le recrutement des instructeurs.**

**LE MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DES AFFAIRES SOCIALES,**

Vu le décret royal n° 1194-66 du 27 kaada 1386 (9 mars 1967) portant statut particulier du personnel de l'administration de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants ;

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu le décret n° 2-70-233 du 16 joumada I 1390 (20 juillet 1970) portant création d'un Institut royal de formation des cadres de la jeunesse, des sports et des affaires sociales ;

Vu l'arrêté n° 864-70 du 26 octobre 1970 portant règlement du concours d'admission à l'Institut royal de formation des cadres de la jeunesse, des sports et des affaires sociales en vue de l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle d'instructeur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de cinquante-quatre (54) instructeurs est ouvert à Rabat, le 1^{er} février 1971.

ART. 2. — Le nombre d'emplois réservés aux candidats anciens résistants est fixé à onze (11).

ART. 3. — Les demandes d'inscription devront parvenir au ministère de la jeunesse, des sports et des affaires sociales, bureau du personnel, avant le 25 janvier 1971, dernier délai.

Rabat, le 6 janvier 1971.

BADREDDINE SENOUSI.

**Arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales
n° 20-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour
le recrutement des éducateurs-chefs.**

**LE MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DES AFFAIRES SOCIALES,**

Vu le décret royal n° 1194-66 du 27 kaada 1386 (9 mars 1967) portant statut particulier du personnel de l'administration de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants ;

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu l'arrêté n° 811-70 du 15 décembre 1970 portant règlement du concours pour l'accès au grade d'éducateur-chef,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de neuf (9) éducateurs-chefs est ouvert à Rabat, le 25 janvier 1971.

Ce concours est réservé aux éducateurs titulaires comptant huit années d'ancienneté dans leur grade.

ART. 2. — Les demandes d'inscription devront parvenir au ministère de la jeunesse, des sports et des affaires sociales, bureau du personnel, avant le 18 janvier 1971, dernier délai.

Rabat, le 6 janvier 1971.

BADREDDINE SENOUSI.

**Arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales
n° 24-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour
le recrutement des éducateurs.**

**LE MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DES AFFAIRES SOCIALES,**

Vu le décret royal n° 1194-66 du 27 kaada 1386 (9 mars 1967) portant statut particulier du personnel de l'administration de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants ;

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu le décret n° 2-70-233 du 16 joumada I 1390 (20 juillet 1970) portant création d'un Institut royal de formation des cadres de la jeunesse, des sports et des affaires sociales ;

Vu l'arrêté n° 863-70 du 4 janvier 1971 portant règlement du concours d'admission à l'Institut royal de formation des cadres de la jeunesse, des sports et des affaires sociales en vue de l'obtention du diplôme pour l'accès au cadre des éducateurs,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de trente (30) éducateurs est ouvert à Rabat, le 10 février 1971.

ART. 2. — Le nombre d'emplois réservés aux candidats anciens résistants est fixé à huit (8).

ART. 3. — Les demandes d'inscription devront parvenir au ministère de la jeunesse, des sports et des affaires sociales, bureau du personnel, avant le 3 février 1971, dernier délai.

Rabat, le 6 janvier 1971.

BADREDDINE SENOUSI.

Arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales n° 22-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement des secrétaires (option administration).

**LE MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DES AFFAIRES SOCIALES,**

Vu le décret n° 2-62-345 du 15 safar 1383 (8 juillet 1963) portant statut particulier des cadres d'administration centrale et du personnel commun aux administrations publiques, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants ;

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu l'arrêté royal n° 3-19-68 du 6 mai 1968 portant règlement du concours pour l'accès au cadre commun des secrétaires des administrations publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de seize (16) secrétaires (option administration) est ouvert à Rabat, le 29 janvier 1971.

ART. 2. — Le nombre d'emplois réservés aux candidats anciens résistants est fixé à deux (2).

ART. 3. — Les demandes d'inscription devront parvenir au ministère de la jeunesse, des sports et des affaires sociales, bureau du personnel, avant le 22 janvier 1971, dernier délai.

Rabat, le 6 janvier 1971.

BADREDDINE SENOUSI.

Arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales n° 21-71 du 6 janvier 1971 portant ouverture d'un concours pour le recrutement des agents d'exécution (option dactylographie).

**LE MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DES AFFAIRES SOCIALES,**

Vu le décret n° 2-62-345 du 15 safar 1383 (8 juillet 1963) portant statut particulier des cadres d'administration centrale et du personnel commun aux administrations publiques, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants ;

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu le décret royal n° 3-214-67 du 11 octobre 1967 portant règlement du concours pour l'accès au cadre commun des agents d'exécution,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de huit (8) agents d'exécution (option dactylographie) est ouvert à Rabat, le 29 janvier 1971.

ART. 2. — Le nombre d'emplois réservés aux candidats anciens résistants est fixé à deux (2).

ART. 3. — Les demandes d'inscription devront parvenir au ministère de la jeunesse, des sports et des affaires sociales, bureau du personnel, avant le 22 janvier 1971, dernier délai.

Rabat, le 6 janvier 1971.

BADREDDINE SENOUSI.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

Arrêté du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle n° 830-70 du 17 novembre 1970 relatif à l'élection des représentants du personnel du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle au sein des commissions administratives paritaires pour les années 1968, 1969 et 1970.

**LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE,**

Vu le décret n° 2-59-0200 du 26 chaoual 1378 (5 mai 1959) portant application de l'article 11 du dahir portant statut général de la fonction publique relatif aux commissions administratives paritaires, tel qu'il a été modifié par le décret n° 2-64-252 du 25 safar 1380 (6 juillet 1964) ;

Vu l'arrêté du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle n° 459-68 du 5 juillet 1968 portant création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires relevant du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'élection des représentants du personnel appelés à siéger en 1968, 1969 et 1970 au sein des commissions administratives paritaires relevant du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle aura lieu le 11 décembre 1970.

ART. 2. — Il sera établi des listes distinctes pour chacun des grades énumérés ci-après :

1^{re} commission :

Inspecteurs divisionnaires du travail et des affaires sociales et inspecteurs divisionnaires des lois sociales en agriculture ;

Inspecteurs du travail et des affaires sociales et inspecteurs des lois sociales en agriculture ;

Administrateurs adjoints.

ART. 3. — Les listes des candidats porteront obligatoirement pour chacun des grades auxquels elles correspondent les noms de quatre fonctionnaires de ce grade.

ART. 4. — Les listes nominatives des candidats devront être accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat et porter la mention du candidat habilité à les représenter dans les opérations électorales et devront être déposées au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, services administratifs (service du personnel) le 20 novembre 1970, au plus tard.

ART. 5. — Le dépouillement des votes aura lieu le 18 décembre 1970 dans les conditions fixées par le décret du 26 chaoual 1377 (5 mai 1959) susvisé. La commission de dépouillement des votes sera composée de :

MM. Otmane Jennane, président ;

Mohamed Frej, membre ;

Driss Aguida, membre.

Rabat, le 17 novembre 1970.

ABDELHAFID BOUTALEB.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE

Sont titularisés et nommés :

Ingénieurs d'Etat (échelle 11) 2^e échelon :

Du 1^{er} mars 1968 : MM. Arafa Ahmed et Bennani Salah ;

Du 1^{er} avril 1968 : MM. Ghanem Haddou, Nouri Mohamed et Toulali Driss ;

Du 1^{er} novembre 1968 : M. Taouquie Abderrahmane ;

Vétérinaires inspecteurs (échelle 11) 2^e échelon du 1^{er} avril 1968 :
M. Berdaï Ahmed ;

Ingénieurs d'application (échelle 10) 2^e échelon du 1^{er} avril 1968 :
MM. Hadri El Maâti et Rochdi Mohamed ;

Du 15 juillet 1968 : MM. Keraoui M'Hamed, Khaled Miloud, Larmar Seïani Ahmed, Lazrak Mohamed et Tahiri Joutey Idrissi Hassan ;

Du 5 décembre 1968 : M. Medraoui Mohamed ;

Administrateurs adjoints (échelle 10) 1^{er} échelon du 1^{er} avril 1968 :
M. Dahani Mohamed ;

Adjoints techniques (échelle 7) 2^e échelon :

Du 1^{er} avril 1968 : MM. Azdi Abdelkader, Bouanani Rachid, Boulouiz Benyoune, Bourmane Maâti, Bourout Jilali, Cheham Abdellatif, El Gerari Abdellah, El Hachimi El Maâti, Hawazine Lekbir, Hilal Mohamed, Ibn Jellal Mohamed, Ibn Yaïch Abdelaziz, Kattabi Bouchaïb, Kharchoufi Ahmed, Lefnaoui M'Barek, Lhannaoui Mahjoub, M'Barbra Brahim, Moumna El Mnaouar, Souidi Rabah et Syaq Mohamed ;

Du 1^{er} juillet 1968 : MM. Arroud Abderrahman, Bni Lahcen, Bourhime Abderrahmane, Faouzi Moha, Guennoune Abdellah, Hafidi El Habib, Kadmiri Driss et Talmelkt Mohamed ;

Du 15 juillet 1968 : MM. Aârabi Hachem, Abaroudi Saïd, Abou Abdillah Abdelhaï, Achnin Mohamed, Aggouri Brahim, Aït Attou Mohamed, Alami Hanini, Alamine Jilali, Amrar Mimoun, Aqid Bihi, Arkoubi Fdil, Assiri Mohamed, Atila Mohamed, Atni Ahmed, Azzou Mimoun, Barrak Abdelaziz, Belkacem Ahmed, Benalla Miloud, Bouissane Youssef, Boulahoual Ahmed, Bouzroud Hassan, Brahimi Brahim, Chaoui M'Hamed, Daoudi Mohamed, El Akkari Mohamed, Elamine Ahmed, El Ammari Abdessamad, El Asser Mohamed, El Ghiaï Mustapha, El Kaïdri Driss, El Kolbi Aomar, El Yaghmouri El Haj, El Yaquoubi Mohamed, Essafi M'Barek, Hanich Mohamed, Harchaoui Addi, Idsalah Mohamed, Jouaille ben Aïssa, Khebbou Moha, Kodaoui Abdesslam, Laârossi Moha, Laghrib Mohamed, Lahfid Abdelaziz, Lakhnati Jamaâ, Lamdaouar Abderrazak, Lamrini Mohamed, Maârouf Madani, Maâdi Abdellah, M'Barki Driss, Mekkaoui Mohamed, Moustafî Hassan, M'Tilia Mohamed, Nasri Mouloud, Ouboulmane Saïd, Oussa Mohamed, Ouldhouis Mahjoub, Rachid Saïd, Raji Ahmed, Rkhouk M'Barek, Sabri Khalifa, Salimane Mohamed, Seghrouchni Mohamed, Sekak Moha, Sessou Mohamed, Slama Mohamed, Sriri Moha, Tahraoui Moussa, Tahri Ahmed, Tehou Ali, Toulouti Brahim, Whid Ahmed, Zakouri El Miloudi et Zoubir Mohamed ;

Du 19 septembre 1968 : M. Laqlib Abdelaziz ;

Du 24 octobre 1968 : M. Outariate Mohamed ;

Du 6 décembre 1968 : M. Boussag Ahmed ;

Est titularisé et reclassé *infirmier vétérinaire (échelle 2) 3^e échelon* du 1^{er} janvier 1969 : M. Essaheb Abdeslam.

(Arrêtés des 8, 17 septembre, 6, 10 novembre 1969, 7, 27 janvier, 20, 24 et 29 juillet 1970.)

Sont promus :

Ingénieurs en chef 2^e échelon :

Du 1^{er} avril 1968 : M. Zaâmoun Taïeb ;

Du 1^{er} décembre 1968 : M. Bekkali Abdellah ;

Ingénieurs d'Etat (échelle 11) :

6^e échelon du 1^{er} décembre 1968 : M. El Hossein Hajbi ;

5^e échelon :

Du 1^{er} avril 1968 : M. Bennani Ibrahim ;

Du 1^{er} mai 1968 : M. Najem ben Mohamed ;

4^e échelon du 1^{er} mai 1968 : M. El Mansouri Abdelkrim ;

3^e échelon du 1^{er} avril 1968 : M. Attar Haj ;

Vétérinaires inspecteurs (échelle 11) :

4^e échelon du 1^{er} novembre 1967 : M. Fassi Fihri Mohamed Mahi ;

3^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1967 : M. Marsile Abbès ;

Du 1^{er} novembre 1967 : M. Yacoubi Soussane Hafid ;

Du 1^{er} décembre 1967 : M. Mouslifi Sedrati M'Hamed ;

Du 1^{er} janvier 1968 : MM. Jawhari Mohamed et Rami Mohamed ;

Du 1^{er} mai 1968 : M. Chaoui Yousfi Mohamed ;

Du 1^{er} août 1968 : M. Bennis Abdelkrim ;

Du 1^{er} septembre 1968 : M. Ibn Abdeljalil Ali ;

Ingénieurs d'application (échelle 10) :

9^e échelon du 1^{er} avril 1967 : M. Benachir Mohamed Er Regragui ;

5^e échelon du 1^{er} décembre 1967 : M. Idrissi Kaïtouni Mohamed ;

4^e échelon :

Du 1^{er} décembre 1967 : M. Bichra Seddik ;

Du 1^{er} novembre 1968 : MM. Chorfi Abdeljabbar et Rhellab Larbi ;

3^e échelon :

Du 1^{er} mai 1967 : M. Chraïbi Mohamed El Fatmi ;

Du 1^{er} juillet 1967 : MM. Bennani Hassan Abdelhak et Hajjaj Abdelkrim ;

Du 1^{er} février 1968 : MM. Abchir Mohamed et Benabdallah M'hamed ben Abdelkrim ;

Du 1^{er} avril 1968 : MM. El Ghazouli Abdelaziz et Mansour Ettani Ahmed ;

Du 1^{er} mai 1968 : MM. Bennani Mehdi et Lebbar Abdelhak ;

Du 1^{er} octobre 1968 : MM. Aouad M'hamed, Hafraoui Abderrahmane et Hossini Rachid ;

2^e échelon :

Du 1^{er} mai 1967 : MM. Benani Mehdi, Lebbar Abdelhak et Oul haj Abdenbi (ex-Abdenbi ben Miloud) ;

Du 1^{er} octobre 1967 : MM. Aouad M'hamed, Hafraoui Abderrahmane et Hossini Rachid ;

Du 1^{er} avril 1968 : MM. Ahmed ben Ahmed Sahraoui, El Attar Mohamed, El Gharbi Abderrahim, El Miloudi Mohamed, El Yaghmouri Abdelkader et Laïboud Mohamed ;

Du 15 juillet 1968 : MM. Ajana Mohamed et Chakha Lahcen ;

Adjoints techniques (échelle 7) :

8^e échelon du 1^{er} juin 1968 : M. Gazuani Bakali Hossain ;

7^e échelon du 1^{er} novembre 1968 : M. Berrada Rkhami Abdellatif ;

6^e échelon du 1^{er} novembre 1967 : M. Wifaq Ahmed ;

5^e échelon :

Du 1^{er} mai 1967 : M. Lahboub Mohamed ;

Du 1^{er} août 1967 : M. Baddag Mohamed ;

Du 1^{er} décembre 1967 : MM. Boujemâa Azzi Abdellatif, Rekdani Ahmed et Smouni Abdelhaq ;

Du 1^{er} mars 1968 : MM. Belarache El Mostapha et Hajji Boubker ;

Du 1^{er} avril 1968 : M. Allal Luarti Hamido ;

Du 1^{er} juin 1968 : MM. Amraoui Moha ben Hammou, Kalai Mohamed, Mohamed Chaïb Riffi et Rififi Mohamed ;

Du 1^{er} juillet 1968 : M. Tijani Ahmed ;

Du 1^{er} septembre 1968 : MM. Lougmiri Brahim ben Rahal et Mouhcine Hamadi ;

Du 1^{er} octobre 1968 : M. El Idrissi Raja Moulay Ahmed ;

Du 1^{er} novembre 1968 : M. Jermouni El Mostapha ;

Du 1^{er} décembre 1968 : MM. Buselham Salem Ahmed, M'Saâdi Mohamed, Safraoui Abdelfattah et Zeroual Bouchta ;

3^e échelon :

Du 1^{er} mai 1967 : MM. Abahrouz Bennaceur, El Bakkouri Abdeslam, M'Talaï Abderrahman, Riffi Hamadi, Sejjari Ahmed et Tazi Moukha Abderrafih ;

Du 1^{er} juin 1967 : MM. Fahmi Abdelhaq, El Ghozaïl Abdelkader, El Jaï Abdellah et Najid Ahmed ;

Du 1^{er} juillet 1967 : MM. El Abassi Kébir, Hamouali Mohamed, M'Hallal Mohamed et Tijani Ahmed ;

Du 1^{er} août 1967 : MM. Bahajoub Abderrahman, Cherrat Ali, Lotfaoui Mohamed, Lyazidi Maâti, Moulay Ahmed, Sellami Mohamed et Tazi Larbi ;

Du 1^{er} novembre 1967 : MM. Bouchama Mohamed, El Idrissi Mohamed, Goujil Miloud, Hyaoui Ahmed, Nokh Mohamed et Ouchna Haddou ;

Du 1^{er} décembre 1967 : MM. Aboulkalib Mohamed, Aïchouch Moussa, Aït Chama Ahmed, Bouchnafa Lahcen, El Goss Lahcen, El Houssif Mohamed, Khali Larbi, Lameti Mohamed, Lechheb Abdellah, Lichir Abbès, Rezki Abdellah, Rhardisse Abdellatif, Sbaï Al. et Tazdaït Moha ;

Du 1^{er} janvier 1968 : MM. Benali Omar, Benchekroun Abdelatif, El Fiquigui Abdelouahab, Ghazzali Abdellatif, Hamourezzouk Mohamed et Hayad Belaïd ;

Du 1^{er} février 1968 : MM. Abdeslam ben Ahmed Zitan, Benazouz Mohamed, Harrak Taïeb, Mouloua Mohamed, Naïli Bouazza, Soudny Mohamed et Zoubair Ahmed ;

Du 1^{er} mai 1968 : MM. Aberdane Abdelouahad, Abous Mohamed, Akil Ali, Azelmat Moha, Belaïche Mohamed, Benchtioui Mohamed, Ben Hanni Mohamed, Bensiba Lahcen, Boujlil Lahcen, Courtj Ahmed, Crarci M'Barek, Daboussi Brahim, Derhmas Omar, El Arsi Mohamed, El Assal Ahmed, Ibzazene Mohamed, Imbach M'Barek, Jallab Farès, Kadda Mohamed, Kaïna Yahia, Kebou Moha, Krafessi Mohamed, Missaoui Sellam, Morchid El Idrissi, Moufid Mohamed, Naïlho Ali, Oumay Hssaïne, Ouzizou M'Barek, Rchouk Bouazza, Relmy Bernard, Sekher El Mostapha, Zerbane El Houcine et Zerdali Mimoun ;

Du 1^{er} juillet 1968 : MM. Ben Bouchta Kaddour et Lameti Ahmed ;

Du 1^{er} août 1968 : M. M'Tioui Belayachi Ahmed ;

Du 1^{er} novembre 1968 : MM. Affouf Driss, Alaoui Ismaïli Abderrahmane, Amarar Larbi, Bahi M'Barek, Bellouk Saïd, Ben Bella Abdellah, Benhaddou Mohamed, Benyoussef Lahoucine, Bouirmane Mohamed, Bourhaba Abdelhafid, Chaoui Mohamed, Chengly Mohamed, El Idrani Mohamed, Er-Rachiq El Mâti, Ettaybi Sidi Tayeb Saïd, Halhoul Tayeb, Hamdi M'hamed, Iallaten Abderrahman, Kandoussi Mohamed, Lahfaya El Hadi, Makdad Mohamed, Mimouni Mohamed, Mohamed Ahmed El Khomsi, Mounhim Cherki, M'Zougui Abdelkader, Nadire Mohamed, Oisslam Mohamed, Ouazzani Chahdi Mohamed, Rahmani Driss, Talbi Ahmed, Tarbouch Mohamed, Yazami Allala Hassan, Zeroual Riabi et Zerrad Ahmed ;

2^e échelon :

Du 1^{er} mai 1967 : MM. Aberdane Abdelwahab, Abous Mohamed, Achmaoui M'Barek, Affane Hassane, Affouf Driss, Aït Sghaïr Mohamed, Akil Ali, Akil Mohamed, Akrouma Ali, Alaoui Ismaïli Abderrahman, Alaoui Ismaïli Mohamed, Amarar Larbi, Aoussar Mohamed, Azelmat Moha, Bahi M'Barek, Belaïche Mohamed, Bellouk Saïd, Benchtioui Mohamed, Benhaddou Mohamed, Benhanni Mohamed, Benmesloute Brik, Bensiba Lahcen, Benslimane Abdellatif, Benyoussef Lahoucine, Bouirmane Mohamed, Boujlil Lahcen, Boukhlet Maâti, Bourhaba Abdelhafid, Chaoui Mohamed, Chengly Mohamed, Courti Ahmed, Crarci M'Barek, Daboussi Brahim, Derhmas Omar, El

Assal Ahmed, El Berlaï Benaïssa, El Idrani Mohamed, El Khyari Driss, Er Rachiq El Maâti, Essalhine Mohamed, Ettaybi Sidi Tayeb, Halhoul Tayeb, Hamdi M'hamed, Hamou Simon, Harrak Ahmed, Iallaten Abderrahman, Imbach M'Barek, Jallab Farès, Jebbor Mohamed, Kadda Mohamed, Kaïna Yahia, Kandoussi Mohamed, Kebou Moha, Krafessi Mohamed, Lahfaya El Hadi, Meziati Ahmed, Mimouni Mohamed, Missaoui Sellam, Mohamed Ahmed El Khomsi, Morchid El Idrissi Mostapha, Moutid Mohamed, Mounhim Cherki, M'Zougui Abdelkader, Nadire Mohamed, Naïlho Ali, Oisslam Mohamed, Ouazzani Chahdi Mohamed, Oumay Hssaïne, Ouzizou M'Barek, Rachadi Tahar, Rahmani Driss, Rchouk Bouazza, Relmy Bernard, Sekher Sidi El Mostapha, Talbi Ahmed, Taleb M'Nouar, Tarbouch Mohamed, Yazami Allala Hassan, Zerbane El Houssine, Zerdali Mimoun, Zeroual Riabi et Zerrad Ahmed ;

Du 1^{er} janvier 1968 : MM. Agnaou El Mahjoub, Ahanguir Brahim, Aïji Mekki, Baï Driss, Belfquih Larbi, Bendouadia Kacem, Benmoussa Abdelali, Benmoussa Zoubir, Bennouri Bouhali, Ben-shaïmi Driss, Berrouane Larbi, Brouzi Mohammed, Cherrat Mohamed, Chibi Mohamed, Dekkouk Mohamed, Dou Bousseham, El Gani M'hamed, El Kasbaoui Omar, Fangachi Mohamed, Goun Allal, Guareb Ahmed, Hajji Mohamed, Hasnaoui Abdelkader, Hassani Abdelouafi, Jaoui Slimane, Khouldi M'Fadal, Louanzi Kacem, Louffi Tayeb, Mouhsine Hassan, Nafidi Abdelhadi, Noug El Mokhtar, Ouchia Mohamed, Rachdi Mohamed, Sekkat Mehdi, Tiss Rouane et Yesfi Ahmed ;

Du 1^{er} février 1968 : M. Boujenna Mustapha ;

Préparateurs de laboratoire (échelle 7) 3^e échelon du 1^{er} mai 1967 : M^{lle} Cohen Simone et M. El Honsali Mohamed ;

Agents techniques principaux (échelle 6) :

9^e échelon du 1^{er} janvier 1968 : M. Bahloul El Ghali ;

7^e échelon du 1^{er} janvier 1968 : M. Tsouli Kabatî Abdeslam ;

6^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1968 : M. Faouzi Mohamed Baba ;

Du 1^{er} novembre 1968 : M. Aït Benalla El Arbi ;

5^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1968 : M. Chergui Tayeb ;

Du 1^{er} novembre 1968 : MM. Benmessaoud Thami et Iddouch Mohamed ;

4^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1968 : MM. Alami Mokhtar et Kriem Abdelmou-naim ;

Du 1^{er} décembre 1968 : M. Benzha Allal ;

3^e échelon :

Du 1^{er} mai 1967 : M. Belhaït Abdelkader ;

Du 1^{er} novembre 1967 : MM. Beraïch Mohamed, El Irari Abdel-laziz, El Mouzi Bouchaïb, Farissi Benaceur, Fellah Ahmed, Nassif Abdelmajid, Mouiri Abdelouahed et Sambouli Salah ;

Du 1^{er} mai 1968 : M. Malouli Mohamed ;

Secrétaires principaux (échelle 6) :

9^e échelon du 1^{er} juillet 1968 : M. Sbaï Mohamed ;

6^e échelon du 1^{er} décembre 1967 : M. Jabrane Mohamed ;

5^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1968 : M. Marcil Abdelaziz ;

Du 1^{er} février 1968 : M. Kabbaj Abdellatif ;

Du 1^{er} mai 1968 : M. Cherkaoui Boubker ;

Du 1^{er} juin 1968 : M. Maman Samuel ;

4^e échelon du 1^{er} juillet 1968 : M. Senhaji Abdelaziz ;

3^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1967 : M. Salmi Miloud ;

Du 1^{er} octobre 1968 : M. Mouidi Salah ;

Du 1^{er} novembre 1968 : M. Chtir Mohamed ;

*Agents techniques (échelle 5) :**8^e échelon :*

Du 1^{er} mai 1967 : M. Sayah Abdelhafid ;
 Du 1^{er} janvier 1968 : M. Tsouli Kabati Abdeslam ;
 7^e échelon du 1^{er} décembre 1967 : M. Mazoz Abdelkader ;

*Secrétaires (échelle 5) :**4^e échelon :*

Du 1^{er} avril 1968 : M. Najihi Mustapha ;
 Du 1^{er} juillet 1968 : M. Sbiti Mohamed ;
 Du 1^{er} septembre 1968 : M. Snoussi Brahim ;
 Du 1^{er} octobre 1968 : M^{mes} El Bour Zakia et Hassar Noufissa (épouse Saïdi) ;

3^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1967 : M. Rhazal Lahcen ;
 Du 1^{er} janvier 1968 : M. El Rhalette Abdeslam ;
 Du 1^{er} avril 1968 : M. Benjelloun Driss ;
 Du 1^{er} décembre 1968 : MM. Brouksy Mohamed et Kharbouchi Abdallah ;

2^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1967 : M. El Amri Mustapha ;
 Du 1^{er} décembre 1967 : MM. Brouksy Mohamed et Kharbouchi Abdallah ;
 Du 1^{er} avril 1968 : M^{lle} Difadi Claude et M. Fatihi Smaïl ;

Agents publics :

Hors catégorie (échelle 7) 7^e échelon du 1^{er} mai 1967 : M. Lihb Driss ;

De 1^{re} catégorie (échelle 6) :

8^e échelon du 1^{er} janvier 1968 : M. Ben Tahar Omar ;
 5^e échelon du 1^{er} mai 1967 : M. El Houta M'Hamed ;
 4^e échelon du 1^{er} août 1967 : M. Darouich Moulay Saïd ;
 3^e échelon du 1^{er} octobre 1967 : M. Mezouar Mustapha ;

*De 2^e catégorie (échelle 5) :**9^e échelon :*

Du 1^{er} juillet 1967 : M. Ben Tahar Omar ;
 Du 1^{er} janvier 1968 : M. Cheddad Ahmed ;
 8^e échelon du 1^{er} octobre 1967 : M. Barkallil M'hamed ;
 5^e échelon du 1^{er} février 1968 : M. Faridi Mohamed ;
 4^e échelon du 1^{er} mai 1967 : M. Azzam Rahal ;

*De 3^e catégorie (échelle 4) :**10^e échelon :*

Du 1^{er} novembre 1967 : M. Yarmouki Mohamed ;
 Du 1^{er} août 1968 : M. Nasma Mohamed ;

6^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1968 : M. Errami Bouazza ;
 Du 1^{er} décembre 1968 : M. Dorhri Abdelhadi ;

4^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1968 : M. Baoudi Houmane ;
 Du 11 novembre 1968 : M. Bennani Hassan Ahmed ;

3^e échelon :

Du 1^{er} décembre 1967 : M. Bassim Abdelkader ;
 Du 1^{er} février 1968 : MM. Glaoui Mohamed et Hilali Lahoucine ;
 Du 1^{er} mai 1968 : M. T'Zili Abdelkrim ;

De 4^e catégorie (échelle 2) :

6^e échelon du 1^{er} mai 1967 : M. Arak Rhalem ;
 5^e échelon du 1^{er} avril 1968 : M. Khdaychi M'barek ;
 4^e échelon du 1^{er} septembre 1968 : M. Ajaâram Lahoucine ;

*Infirmiers vétérinaires (échelle 2) :**4^e échelon :*

Du 1^{er} avril 1968 : MM. Benaïssa Bouziane, Bendaïf Bouchaïb, Ben Elmadni El Madani, Bouachi Miloud, El Azzaoui Moussa, Khafachi Mohamed, Laâroussi Mohamed, Mouzzaki Mohamed, Ramouni Lahcen, Rouan Ahmed et Zidouh Tayeb ;

Du 1^{er} octobre 1968 : MM. Ahsaïn Lahcen, Aït Zoulet Bihi, Ali Hamou Mohamed, Allal ben Bouselham, Allal ben Mohamed ben Allal, Amar Haddu Mohamed, Azzouz Ali, Bazza Hamida, Belarbi Bouaraki Mohamed, Belhiouane Ali, Benabdeljelil Lekbir, Ben Abdeslam Mohamed, Ben Akka Hassan, Benalem Ali, Benallal El Mekki, Benamar Abderrahman, Benbachir Ali, Ben Bouchaïb Abbès, Benelfquih Jilali, Ben Elhamel Slimane, Ben El Mahjoub Mohamed, Benelmokadem Abdallah, Benfadel Ahmed, Ben Hamida El Kébir, Ben Kaddour Ayad, Ben Larbi Abid, Bennasar Mohamed Allal, Ben Salah El Houssain, Bensalem Ahmed, Bouaïcha ben Ali, Bouaïssa Abdeslam, Boucouf Mohamed, Boughassoul Ali, Bouhaddi Abdallah, Boukhalkhal Abdelkader, Boumbarek M'Barek, Bourhima Ameur, Bouzbiha Mohamed, Bouzzine Bouchaïb, Buselham ben Mohamed, Chaïb Fakir Mohamed, Daoudi Mohamed, Dkhissi Mohamed, Doukhani El Hassan, Doukhani Lafhal, El Abassi Ali, El Abbadi Mohamed, El Aadel Abdeslam, El Ahmer Boualem, El Bouchikhi Mohamed, El Kebir Bouabid, El Khaloufi Mohamed, El Manioui M'Barek, El Yassine El Miloudi, Es-Sebaoui Allal, Essoci El Arbi Driss, Fa Ida Mohamed, Fenniri Mohamed, Fifani Ahmed, Gadouini Ali, Habbouba Abbès, Haj Benaïssa ben Abdelkader, Hajjoubi Mohamed, Hakim Hassan, Hamidane Achour, Jaoudar Bouchaïb, Jediani Lahsen, Kazzi Smaïl, Kebala Mohamed, Khaldouni Bouchaïb, Laâtiallah Ali, Legsir Hammou, Louali Ahmed, Loukili ben Mohamed, Loulida Mohamed, Mallouk Abdeslam, Mattalla Boujemaâ, Meksy Lahfid, Melouani Akka, M Niquich M'Barek, Mohamed ben Allal Sadik, Mohamed ben Mohamed Hayani, Mohamed ben Salah Taïeb, Mohamed Buhari Mohamed, Mohamed Sarguini Embarek, Mohate Mohamed, Ouazni Mohamed, Rherri Bouchaïb, Sader Mohamed, Sadiq Arafa, Sahi Abdallah, Semlali Ahmed, Tahlaoui Mohamed, Touimi Ahmed, Yahla Mohamed et Zorkane Mohamed ;

Du 1^{er} décembre 1968 : M. Malloub Bouchta ;

3^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1967 : MM. Bahida Ahmed, Boufarkouch Mohamed, Dekui Mohamed, Hachimi Moulay Ali et Hamnu ben Ahmed Hammu ;

Du 1^{er} avril 1968 : MM. Aâdam Boudali, Azziz Mohamed, Benakki Benaïssa, Benboubou Brahim, Dhaïmi Ahmed, Elkhaoua M'Barek, Habbouli Mohamed, Halloul Mekki, Joujat Driss, Lazhar Bouchta, Merzeuki Miloud, Quarimach Benali, Sahmi Mohamed et Semlali Mohamed ;

Du 1^{er} août 1968 : M. Ramadi Mohamed ;

Du 1^{er} octobre 1968 : MM. Aïssaoui Abdallah, Bouchenik Mohamed, Koudane Sellam, Mansouri Abdeslam et Naji Mohamed ;

2^e échelon :

Du 1^{er} mars 1967 : M. Doukhani El Hassan ;

Du 1^{er} mai 1967 : MM. Alaouat Lahcen, Bakouch El Arbi, Batlach Ahmed, Beloute Lahcen, Benhammou Omar, Bensaïd El Ghazi, Bergui Mohamed, Boukyoud Mohamed, Bounif Mohamed, Cherkaoui Kadour, Chetoui Mohamed, Dinar Mohamed, Drissi Ahmed, Eddira Abdallah, El Baz Youssef, El Caïd Driss, El Harch Mohamed, El Maâch Mohamed, Gharrak Mimoun, Guendaoui Abdallah, Hafid Abdelkader, Hafid Ali, Hafid Bouazza, Haskouri Mohamed, Jaït Rahal, Jardini Abdeslam, Kaddouch Ahmed, Lougmani Kassem, Madi Abdallah, Rafi ben Sallem, Ramadi Mohamed, Rounibi Mohamed, Snoussi Rahal, Tahouna Mohamed, Tribiche Omar, Yousfi Mohamed et Zakim Borja ;

Du 1^{er} octobre 1967 : MM. Dahmani Ahmed, El Fatini Mohamed, El Hajeb Abdelmalek, El Himri Hammou, Hidaï El Mahjoub, M'Hamdi Driss, Ouchikh Lhoussine, Rahou Mohamed, Rhazal Mohamed et Ziad M'Barek ;

*Agents d'exécution (échelle 2) :**4^e échelon :*Du 1^{er} août 1968 : M^{lle} Daoudi Houria (épouse Bennani) ;Du 1^{er} juillet 1968 : M. Benyahia Abdelkader ;Du 1^{er} décembre 1968 : M^{lle} El Kaïm Sara ;*3^e échelon :*Du 1^{er} septembre 1967 : M^{me} Dery Esther ;Du 1^{er} décembre 1967 : M^{me} Benaroch Messoda ;*2^e échelon :*Du 1^{er} octobre 1967 : M^{lle} El Gana Aïcha ;Du 1^{er} février 1968 : M^{lle} Fechtali Adoui Rabéa ;Du 1^{er} avril 1968 : MM. Aoud Driss et El Ouam Mustapha ;*Agents de service (échelle 1) :**10^e échelon :*Du 1^{er} août 1967 : M. Attab ben Haj Mohamed ;Du 1^{er} octobre 1967 : M. Laâguili Mohamed ;9^e échelon du 1^{er} mai 1968 : M. Mohamed ben Larbi ;8^e échelon du 1^{er} décembre 1967 : MM. Cherkaoui Abbès, Chouiréf Bouchaïb, El Feddi Mohamed, El Khannoufi Mohamed ;Du 1^{er} avril 1968 : M. El Mouakil Mohamed ;Du 1^{er} octobre 1968 : M. El Ghonnaji Allal ;Du 1^{er} décembre 1968 : M. Mouhil Lahcen ;7^e échelon du 1^{er} décembre 1967 : M. Maïmoun Tahar Ahmed ;*6^e échelon :*Du 1^{er} avril 1968 : M. Ahmed ben Mohamed El Fassi ;Du 1^{er} octobre 1968 : MM. Bennana Abdeslam et Mohamed ben Abdeslam Zerouali ;*5^e échelon :*Du 1^{er} juin 1967 : M. Taïb ben Mohamed Oukili ;Du 1^{er} décembre 1967 : M. Mohamed Ababti Jadir ;*4^e échelon :*Du 1^{er} juin 1967 : M. Sofiane Lahcen ;

Du 26 février 1968 : M. Cherkaoui Ahmed ;

Du 1^{er} octobre 1968 : M. Kandil Kacem ;3^e échelon du 1^{er} octobre 1967 : M. Bahmadi Lhoussaine.

(Arrêtés des 20, 21, 22, 23, 26, 30 août, 8, 23 septembre, 14 octobre, 17, 20 novembre, 5, 6 décembre 1969, 7, 19, 27 janvier, 9 février, 4 mars, 20 avril, 15 juin, 2, 10, 21 et 24 juillet 1970.)

Sont intégrés à compter du 1^{er} avril 1967 :Ingénieur en chef, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 1^{er} mai 1964 : M. Ammar Thami ;*Ingénieur d'Etat (échelle 11) :**8^e échelon, avec ancienneté :*Du 1^{er} mai 1964 : M. Messaoudi Mohamed ;Du 1^{er} février 1966 : M. Chbicheb Ahmed ;6^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} mars 1966 : M. Gharbi Mokhtar ;4^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1967 : M. Faraj Hossein ;*3^e échelon, avec ancienneté :*Du 1^{er} mai 1966 : M. El Mansouri Moulay Abdelkrim ;

Sans ancienneté : MM. Jaïdi Abbès et Nciri Abdellah ;

2^e échelon : M. Attar Haj ;*1^{er} échelon, avec ancienneté :*Du 1^{er} mai 1966 : M. Berrada El Azizi Abdelmoula ;Du 1^{er} juillet 1966 : M. Kassa Abderrahman ;

Sans ancienneté : M. El Mniaï El Houssine ;

*Vétérinaires inspecteurs (échelle 11) :*5^e échelon : M. Rkiouak Mohamed ;3^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1965 : M. Fassi Fihri Mohamed Mahi ;2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1966 : M. Chaoui Youssef Mohamed ;1^{er} échelon, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1966 : M. Bennouna Rachid ;*Ingénieurs d'application (échelle 10) :*1^{er} échelon, sans ancienneté : MM. Allouch Abdelwahad, Benabdeniaz Mohamed, Loutfi Maïti, Oudghiri Abderrahmane, Raïss Ali et Tourkmani Mohamed ;*Administrateurs adjoints (échelle 10) :*8^e échelon, sans ancienneté : M. Berraho Driss ;7^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1965 : M. Lamrani Sedek ;6^e échelon : M. Benghabrit Mohamed Tayeb ;Administrateurs adjoints stagiaires (échelle 8) 1^{er} échelon : M. Dahmani Mohamed ;*Adjoints techniques (échelle 7) :*5^e échelon : M. Benmansour Ahmed ;2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} août 1966 : M. Chofqi Mekki ;*1^{er} échelon, avec ancienneté :*Du 1^{er} mai 1968 : MM. Abtellaoui Rahal, Abouabdillah AF, Abouzeid Hassan, Aïn L'Hout Ali, Anhi Ahmed, Aterhzaz Haddou, Ben-Hannou Driss, Ben Khadra Abdeslam, Bentakfa Abdelkader, Bourou Mohamed, Bouraga Larbi, Chaoui Mohamed, Chraïbi Mohamed, Doudari Ahmed, El Hymer Mohamed, Faïq Salah, Hmidouch Mustapha, Lazzane Brahim, Moudlen Ahmed Dehbi, Myel Ali, Ouahb Mohamed, Oudghiri Mohamed, Ouzahra Mohamed, Rahmi Abdelhak, Farasli Abdeslam, Taoudi Mohamed et Zekraoui Mohamed ;Du 1^{er} janvier 1967 : MM. Asnar Mohamed, Assili Mustapha, Azmi Omar, Ekor Ahmed, Bencheikroun Abderrahman, Benhsaïn Abdelwahed, Benlamine Mustapha, Cherkaoui Mohamed, Choukri Brahim, Doublali Sellam, El Fati Abdelkébir, El Hadani Mohamed, El Makhoum Mohamed, Hamtali Abdeslam, Hjlal El Hachmi, Iraqui Housaïn Abdelali, Jadal El Krad, Kadri Hassan, Keddane Mustapha, Khlifi Miled, Kirati Mustapha, Laâsmi Hassan, Lamzadrhi Abdelali, Lhoumadi Lahbib, Madrani Mohamed, Nadir Omar, Nhami Ahmed et Tibari Abelfettah ;Stagiaires, 1^{er} échelon : MM. Abdoun Abdellah, Bennani Driss, Bouanani Rachid, Cheham Abdellatif, El Gerari Abdellah, Ibn Jellal Mohamed, Ibn Yaïch Abdelaziz, Lefnaoui M'Barek, M'Barbara Brahim et Smaïdi Mohamed ;Agent technique principal (échelle 6) 2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} mai 1966 : M. Sala Mohamed ;Agent technique (échelle 5) 5^e échelon : M. Abadi Mohamed ;Secrétaire (échelle 5) 1^{er} échelon : M^{lle} Difadi Claude ;Infirmiers vétérinaires (échelle 2) 3^e échelon, avec ancienneté :Du 1^{er} octobre 1965 : M. Guebbas Houssine ;Du 1^{er} avril 1966 : MM. Ali ben Mohamed Bornossi (Tribak), Benbachir Mohamed et Chabrak Mohamed ;

Sans ancienneté : M. Ben Abderrahman Hassan ;

*Agents d'exécution (échelle 2) :*8^e échelon : M. Graoui Ahmed ;3^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} mars 1967 : M^{me} Halim Yamina ;2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1966 : M^{me} Dery Esther ;*Agents de service (échelle 1) :*6^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1964 : M. Maïmoun Tahar Ahmed ;5^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} février 1965 : M. Nouayer Mohamed.

(Arrêtés des 10 juillet, 13, 30 août, 6, 21 octobre, 24 novembre, 8, 9, 15 décembre 1969, 19, 28 janvier, 12, 24 février, 3, 10, 14, 15, 21, 28, 30 avril, 31 mai et 2 juillet 1970.)

Est recruté et nommé *inspecteur adjoint stagiaire de l'agriculture* du 6 février 1967 : M. El Mniaï El Houssine ;

Sont titularisés et nommés :

Ingénieur des services agricoles, 1^{er} échelon du 1^{er} juillet 1966 : M. Kassa Abderrahmane ;

Inspecteur de la répression des fraudes, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1967 : M. Boublouh Mohamed ;

Ingénieurs des travaux agricoles, 1^{er} échelon du 1^{er} juillet 1965 : MM. Oudghiri Abderrahmane et Raïss Ali ;

Sont promus :

Ingénieurs des services agricoles :

4^e échelon du 1^{er} novembre 1966 : M. Faraj Hocein ;

2^e échelon du 1^{er} août 1966 : MM. Jaïdi Abbès et Nciri Abdellah ;

Inspecteurs adjoints de la répression des fraudes :

6^e échelon du 1^{er} janvier 1968 : M. Kabbaj Bedradine ;

4^e échelon :

Du 29 mai 1967 : M. Saïfi Ahmed ;

Du 1^{er} janvier 1968 : M. Oualit Tayeb (ex-Tayeb ben Haj Mohamed) ;

Du 1^{er} décembre 1968 : M. El Ghazi El Housein Abderrafi ;

3^e échelon :

Du 7 juillet 1967 : M. Medaghri Alaoui Chakib ;

Du 14 novembre 1967 : M. Takhssait Mohamed ;

Du 1^{er} décembre 1967 : M. Cherkaoui Mohamed ;

Du 1^{er} février 1968 : MM. El Moutaoukil Mohamed, Pretti Lahcen, Rhoulam Mohammed et Sahib Ali ;

Du 1^{er} décembre 1968 : M. Chorfi Abderrahman ;

2^e échelon du 1^{er} mars 1968 : MM. Bouwaggou Mohamed, El Ghonnaji Ahmed et El Mahjour Ali ;

Adjoints techniques agricoles de 3^e classe du 1^{er} janvier 1967 : MM. Abdellaoui Rahal, Abou Abdillah Ali, Abouzaïd Hassan, Aïn L'Hout Ali, Amhi Ahmed, Aterhzaz Haddou, Ben Hammou Driss, Ben Khadra Abdeslam, Ben Takfa Abdelkader, Bounou Mohamed, Bouraga Larbi, Chraïbi Mohamed, Dardari Ahmed, El Heymer Mohamed, Faïq Salah, Hmidouch Mustapha, Jazouane Brahim, Mouden Ahmed, Myel Ali, Ouabb Mohamed, Oudghiri Mohamed, Ouzahra Mohamed, Rahmi Abdelhak, Tanafaât Abdeslam, Taoudi Mohamed et Zekraoui Mohamed ;

Secrétaire d'administration de 2^e classe, 2^e échelon du 2 décembre 1966 : M. El Ouardi Mustapha ;

Sténo-dactylographe de 4^e classe du 1^{er} octobre 1966 : M^{lle} Ben-simon Fybi ;

Dactylographes, 2^e échelon :

Du 10 juin 1966 : M^{me} Tahiri Yamina (épouse M'Chirah) ;

Du 1^{er} juillet 1966 : M^{me} Chab Fatima (épouse Ejjbari) ;

Du 1^{er} janvier 1967 : M^{me} Bentoua Fatima (épouse Lahrech) ;

De 3 février 1967 : M^{lle} Chbihi Louhdi Jalila ;

Commis :

De 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1966 : M. Ibn Brahim Mohamed ;

De 2^e classe :

Du 26 mai 1966 : M. Laâssila Abdellah ;

Du 1^{er} juillet 1966 : M. El Idrissi El Addi Mohamed ;

Du 23 juillet 1966 : M^{me} Naciri Khadija (épouse El Amrani) ;

Employés de bureau :

De 5^e classe :

Du 1^{er} mai 1966 : M. Rafik Hassan ;

Du 1^{er} juin 1966 : M. Bettari El Khayat ;

Du 1^{er} décembre 1966 : M. El Gueddari Abdelkader ;

De 6^e classe :

Du 1^{er} juillet 1966 : MM. El Mankouchi Brahim, Errmili Mohamed, Kamoune Mohamed, Ouali Alami Bouchta et Regragui Mohamed ;

Du 9 mars 1967 : M. Ndadani Allal ;

Agents publics :

De 2^e catégorie :

5^e échelon :

Du 1^{er} février 1966 : M. El Aâguir Mohamed ;

Du 1^{er} avril 1966 : M. Ettaki Mahjoub ;

2^e échelon du 11 mai 1966 : M. Rih Omar ;

De 3^e catégorie :

9^e échelon du 1^{er} octobre 1966 : M. Haïlouf Bouazza ;

8^e échelon du 1^{er} avril 1966 : M. Ouboukdir Ali ;

7^e échelon :

Du 26 février 1966 : M. Hsaïne Mohamed ;

Du 1^{er} juillet 1966 : M. Bihilat Hassan ;

5^e échelon :

Du 1^{er} avril 1966 : M. Bounit Mohamed ;

Du 1^{er} juillet 1966 : M. Arhfari Miloud ;

Du 1^{er} octobre 1966 : M. Addi Salem ;

Du 1^{er} novembre 1966 : M. Bettachy Ali ;

Du 1^{er} décembre 1966 : MM. Fathi Mohamed et Fikri Moulay Ali ;

Du 1^{er} janvier 1967 : MM. Ennejari M'Barek et Houch Abdeslam ;

Du 1^{er} février 1967 : M. El Brouzi Abdelkader ;

4^e échelon :

Du 1^{er} février 1966 : MM. El Moukafih El Hadi et Lahrech Omar ;

Du 1^{er} mars 1966 : MM. Benabdel Moghni Mohamed et Lakharad Mohamed ;

Du 1^{er} juin 1966 : M. Boutty M'Barek ;

Du 1^{er} juillet 1966 : M. El Ghomari Cheïkh ;

Du 1^{er} août 1966 : M. Belouazza Mohamed ;

Du 1^{er} septembre 1966 : M. Ezzahot Mohamed ;

Du 22 septembre 1966 : M. Knadel El Hadi ;

Du 1^{er} octobre 1966 : MM. Moutaouakil Mohamed et Tourabi Larbi ;

Du 1^{er} novembre 1966 : MM. Chad Brahim et Raouane Ahmed ;

Du 1^{er} décembre 1966 : MM. Nadi Abdelkader et Tourougui Selam ;

Du 1^{er} mars 1967 : M. Dafik Ahmed ;

3^e échelon :

Du 1^{er} avril 1965 : M. Chamami Tahar ;

Du 1^{er} mai 1965 : M. Toudaoui Benachir ;

Du 1^{er} septembre 1965 : MM. Bouthieray Lahcen, Saâdi Cherkaoui Ahmed et Zrhima Abdellah ;

Du 1^{er} décembre 1965 : M. Belqadi Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1966 : M. Mannou Mohamed ;

Du 1^{er} février 1966 : MM. Amine Ahmed et El Atrassi Mohamed ;

Du 1^{er} mars 1966 : MM. El Baklari Miloud, El Khalloufi Mohamed, Essahraoui Ahmed et Khench Hassan ;

Du 1^{er} avril 1966 : M. Dakka Mohamed ;

Du 1^{er} juillet 1966 : MM. Ouali Alami Hamid et Talmi Sghir ;

Du 1^{er} octobre 1966 : M. Zeroual Brahim ;

Du 1^{er} décembre 1966 : M. Kariem Aneur ;

Du 1^{er} janvier 1967 : MM. Elasri Kacem et Sbaï El Hamel Ahmed ;

Du 1^{er} février 1967 : MM. Boulfal M'Barek et Lazâar El Haj ;

Du 1^{er} mars 1967 : MM. El Gourchal Benaïssa, Quaïsse M'Hamed et Shimi Mohamed ;

2^e échelon :

Du 20 septembre 1965 : M. Lahrahar Lahcen ;
 Du 2 juin 1966 : M. Hakim Bouchaïb ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : MM. Douichi Larbi et El Khihal Ali ;
 Du 6 juillet 1966 : M. Dghimer M'Hamed ;
 Du 1^{er} août 1966 : MM. Jaloul Ahmed et Sabir Mohamed ;
 Du 1^{er} septembre 1966 : M. Kaïda Brahim ;
 Du 1^{er} mars 1967 : MM. Saâdaoui Bouchaïb et Sadrafe Mohamed ;

*Agents publics de 4^e catégorie :**9^e échelon :*

Du 1^{er} décembre 1965 : M. Boussetta Salem ;
 Du 1^{er} mars 1966 : M. Hafid Ahmed ;

8^e échelon :

Du 1^{er} mars 1966 : M. Ahdouche Thami ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : M. Grana Aderrazek ;
 Du 1^{er} décembre 1966 : M. Benachour Ahmed ;
 Du 1^{er} janvier 1967 : M. Lemsikni Bouchaïb ;
 Du 1^{er} février 1967 : M. Bouchekoua Jilali ;

7^e échelon :

Du 1^{er} avril 1966 : MM. Bahida Mohamed, Boumayara Brahim et Srhaïr Mustapha ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : M. Khenoussi Abdeslam ;

6^e échelon :

Du 1^{er} février 1966 : M. Khijja Benaïssa ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : M. Sina Mohamed ;

5^e échelon :

Du 1^{er} mai 1966 : M. Smaïli Mohamed ;
 Du 1^{er} août 1966 : M. Erradi Mohamed ;
 Du 1^{er} novembre 1966 : M. Tassoukte Lahcen ;
 Du 1^{er} mars 1967 : M. Lamrichi El Houssaine ;

4^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1966 : M. Alaoui Mohamed ;
 Du 1^{er} mai 1966 : M. Frej Mustapha ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : M^{me} Naciri Zakia (épouse Zekraoui) et M. Sina Ali ben Salem ;
 Du 1^{er} septembre 1966 : M. Aït Gaghoul Lahoucine ;
 Du 1^{er} octobre 1966 : M. Morchid Hammadi ;
 Du 1^{er} novembre 1966 : MM. Abdeljalil Abdeslam et Bihilhat Ahmed ;
 Du 1^{er} janvier 1967 : M^{lle} Riad Fattouma ;
 Du 1^{er} mars 1967 : MM. Lambarki Mohamed et Laoufir Abdeslam ;

3^e échelon :

Du 1^{er} mai 1966 : M. Barkallil Taleb ;
 Du 1^{er} juin 1966 : M. El Jaouchani M'Barek ;
 Du 1^{er} août 1966 : M. Aâmour Ali ;
 Du 1^{er} septembre 1966 : MM. Belkora Abdellatif et Mouhaouès Ahmed ;
 Du 1^{er} novembre 1966 : MM. El Qari Lahcen, Lemnari M'Barek et Sirine M'Barek ;
 Du 1^{er} janvier 1967 : MM. Harrouch M'Barek, Machache Salah, Tirich M'Barek et Zahim Abdelkader ;

*Sous-agents publics :**De 1^{re} catégorie :**8^e échelon :*

Du 1^{er} juillet 1966 : M. Chafouri Mokhtar ;
 Du 1^{er} octobre 1966 : M. Benbdad Hammou ;
 7^e échelon du 1^{er} janvier 1967 : M. Nchioua Houmanane ;

6^e échelon :

Du 1^{er} juin 1966 : M. Derkaoui Mohamed ;
 Du 1^{er} décembre 1966 : M. Jariri Larbi ;

4^e échelon :

Du 1^{er} juin 1965 : M. Hmaïssa Khadija ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : M. Lamrichi Maïti ;
 Du 1^{er} février 1967 : M. Maïssami Bouazzaoui ;

3^e échelon :

Du 1^{er} décembre 1965 : M. Aït Benomar M'Barka ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : M. Benbdad Sedraoui ;
 2^e échelon du 1^{er} avril 1966 : M. Essrhayar Ahmed ;

De 2^e catégorie :

7^e échelon du 1^{er} décembre 1965 : M. Cherif Mohamed ;

5^e échelon :

Du 1^{er} avril 1966 : M. Moustane Allal ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : M. Chemri Bouamar ;
 Du 1^{er} décembre 1966 : M. Chermoune Ahmed ;
 Du 1^{er} février 1967 : M. Benzerger Omar ;

4^e échelon :

Du 1^{er} septembre 1965 : M. Ouardi Ahmed ;
 Du 1^{er} janvier 1966 : M. Bahoum M'Barek ;
 Du 1^{er} août 1966 : M. Assebab Abderrahman ;
 Du 1^{er} septembre 1966 : M. Ben Hammou Brahim ;
 Du 1^{er} octobre 1966 : M. Sbaïti M'Barek ;
 Du 1^{er} décembre 1966 : M. M'Saddek Abbès ;
 Du 1^{er} janvier 1967 : M. Bahmouche Lahoucine ;
 Du 1^{er} février 1967 : MM. El Kadiri M'Hamed et Sourhela Miloud ;

3^e échelon :

Du 1^{er} juin 1965 : M. Bouzid El Houcine ;
 Du 1^{er} novembre 1965 : M. Lazâr Slimane ;
 Du 1^{er} janvier 1966 : MM. Ch'Hidat Abdelkader et El Meziani Laouini ;
 Du 1^{er} mars 1966 : MM. Benamar Ahmed, Gagho Lahcen et Sassi Lahcen ;
 Du 1^{er} avril 1966 : MM. Belahcen Larbi, Benzerrouk Allal et Mouhouch Mohamed ;
 Du 1^{er} novembre 1966 : M. Serbouti Haj ben Mohamed ;
 Du 1^{er} mars 1967 : MM. Khalid Hammou et Sadki Seddik ;
 De 3^e catégorie :

9^e échelon :

Du 1^{er} mai 1966 : M. Najem M'Barek ;
 Du 1^{er} décembre 1966 : M. Mousaïd Mohamed ;

6^e échelon du 1^{er} décembre 1965 : M. Zanane Moha ben Ali ;

5^e échelon du 1^{er} janvier 1967 : M. Yassine Abdellah ;

4^e échelon :

Du 1^{er} juin 1965 : M. M'Saâdi Belkacem ;
 Du 1^{er} septembre 1966 : M. Touil Lahcen ;
 Du 1^{er} octobre 1966 : M. Nadif Ahmed ;

3^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1965 : M. Kharbouche Mohamed ;
 Du 1^{er} mai 1966 : M. Kayda El Ayachi ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : MM. Aftat Abdeslam et Benkhedda Bouselham ;
 Du 1^{er} mars 1967 : M. El Ghali Abdelkader ;

Chaouchs :

De 2^e classe du 1^{er} novembre 1966 : M. Benfartoun Ali ;
 De 3^e classe du 1^{er} avril 1966 : M. El Akid Moulay Ahmed ;
 De 4^e classe du 1^{er} mars 1967 : M. Slimane Moul El Blad Ahmed ;

*De 6^e classe :*Du 1^{er} juin 1966 : M. Moufidi Bennaceur ;Du 1^{er} janvier 1967 : M. Abbassi Brick ;*De 7^e classe :*Du 1^{er} janvier 1966 : M. Laânaya M'Hamed ;Du 1^{er} janvier 1967 : M. Dakkaki Sallam.

(Arrêtés des 11, 21, 22 novembre 1969, 9 février, 26, 27, 30 et 31 mars 1970.)

Sont intégrés à compter du 1^{er} janvier 1966 :*Préparatrice de 6^e classe, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1964 :*
M^{me} Mabrouk Mina (épouse Mahlaoui) ;*Adjoints techniques de 4^e classe, avec ancienneté :*Du 1^{er} juillet 1964 : M. Moudden Ahmed Dehbi ;Du 1^{er} juillet 1965 : MM. Benterrak Sidi Abderrahman et Khelif Miloud ;*Moniteur agricole de 9^e classe, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1964 :*
M. Rhouni Smail ;*Agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 19 mars 1963 :* M. Rosfi Mostapha ;*Agents publics :**De 3^e catégorie :*8^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} avril 1964 : M. Haïlouf Bouazza ;3^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1965 : M. Mounessi Mohamed ;2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1963 : M. Mannou Mohamed ;1^{er} échelon, avec ancienneté du 1^{er} juin 1963 : M. Zouine Jilali ;*De 4^e catégorie :*6^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} mai 1964 : M^{me} Oufarès Khadja (épouse El Allame) ;5^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} avril 1964 : M. Nahchel Brahimi ;3^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} février 1965 : M. Saïdi Mohammed*Sous-agents publics de 1^{re} catégorie :*9^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} juin 1963 : M. Ifrine Mohammed ;3^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1965 : M. Boumia Eltaïbi ;2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1962 : M^{me} Regragui bent Saïd Fatima ;*Dactylographe 1^{er} échelon, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1964 :*
M^{me} Chab Fatima (épouse Ejbari) ;*Chaouch de 3^e classe, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1965 :*
M. Houdaïbi Bachir.

(Arrêtés des 28, 30 août 1969 et 27 janvier 1970.)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Sont intégrés à compter du 1^{er} avril 1970 *agents publics :**De 1^{re} catégorie (échelle 6) :*1^{er} échelon, avec ancienneté :Du 1^{er} juillet 1966 : MM. Benhima Mohamed et Bibi Taleb Ali ;Du 1^{er} mars 1967 : MM. Amzil Mohamed Salem et Fenniche Abdelkbir ;*De 2^e catégorie (échelle 5) :*8^e échelon du 1^{er} octobre 1964 : M. Laqmary Ahmed ;*4^e échelon :*Du 1^{er} octobre 1965 : M. Ghermani Ahmed ;Du 1^{er} février 1966 : M. Taleb Moha ;3^e échelon, sans ancienneté : MM. Kamele Mohamed et Aalikouch Larbi ;*2^e échelon :*Du 1^{er} février 1966 : MM. Nerci Lhoucein et Aâbirouch Benaïssa ;Du 1^{er} mai 1966 : M. Mohamed ben Abdellah ;Du 1^{er} juillet 1966 : M. Arejda Abdallah ;Du 1^{er} août 1966 : M. Meissara Ahmed ;Du 1^{er} janvier 1967 : M. Mendili Mohammed ;1^{er} échelon, sans ancienneté : M. Imzilen Lahoucine ;*6^e échelon :*Du 1^{er} février 1965 : M. Zaghrari Driss ;Du 1^{er} août 1965 : M. Benameur Mohamed ;Du 1^{er} avril 1966 : MM. Seghiri Abdelmalek et Ouchen M'Barek,
Sans ancienneté : MM. Amar Tayeb ben Mohamed, Essalhi Jilali et Lamri Salah ;*5^e échelon :*Du 1^{er} octobre 1966 : M. Kitanou Driss ;Du 1^{er} décembre 1966 : M. Cherkaoui Mohamed ;Du 1^{er} janvier 1967 : MM. Lehouari Aïssa et Mouden Mohamed ;Du 1^{er} février 1967 : MM. Bentiress Mohamed, Roumani Houssain,
Boumekrane Hassan et Baba Omar ;Du 1^{er} mars 1967 : M. Bouiri M'Hamed ;

Sans ancienneté : M. Errhouni Ahmed ;

*4^e échelon :*Du 1^{er} novembre 1966 : MM. Dafal Abdessadaq, Benribaque
Abdesslam et Hakkou Ahmed ;Du 1^{er} décembre 1966 : MM. Kebiri M'Hamed Belfekkak et
Lamouri Houmad ;Du 1^{er} février 1967 : MM. Bouhaddou Bouchaïb et Khallaf DjilaliDu 1^{er} mars 1967 : M. Hadioui Ahmed ;

Sans ancienneté : M. Bendrihmou Mohamed ;

*3^e échelon :*Du 1^{er} octobre 1966 : MM. Infad Mohamed et Karban Saïd ;Du 1^{er} novembre 1966 : MM. Chrifi Driss et Amahmoud AhmedDu 1^{er} décembre 1966 : M. Bellaflis Allal ;Du 1^{er} janvier 1967 : MM. Meskine Mohamed, Nadi Mohamed,
Sabah Abderrahmane, Benkirane Mohamed et Demrane Mohamed ;Du 1^{er} février 1967 : MM. Azim El Maïti, Anoune Mohamed,
Ennagachi El Houssain et Somani Mohamed ;Du 1^{er} mars 1967 : MM. Laâffat Allal, Aouala Mohammed, El
Rharbi Ali, Hmimouch Mohammed, Hamdani Ahmed et Naïmi Mo-
hammed ;

Sans ancienneté : MM. Nouhi Hachoum et El Mrabet Miloud ;

*2^e échelon :*Du 1^{er} décembre 1965 : M. El Mahmoudi Abdellah ;Du 1^{er} mai 1966 : MM. Amedda Haboub, Chitachni Saïd, Rahmani
Bouziane, Biadi Daho, Boussaïn Mohamed, Gourad Smail, Essalmi
Abdelhamid et Makroum Brahimi ;Du 1^{er} juin 1966 : M. Amgar Ayad ;Du 1^{er} juillet 1966 : MM. Benhsaïne Kaddour et El Bouibi Ah-
med ;Du 1^{er} août 1966 : MM. Belaouchi Kaddour et Hammadi Abder-
rahmane ;Du 1^{er} septembre 1966 : MM. Hiba Mohamed, Es Samiali El Ma-
dani, Ettahiri Lahbib et Gour Iddes ;Du 1^{er} octobre 1966 : M. Chham Ahmed ;Du 1^{er} novembre 1966 : MM. Belechguer Ahmidou, Hammouta
Mohammed, Jamal Driss et Yassine Nacer ben AliDu 1^{er} décembre 1966 : M. Benkhali Driss ;

Du 1^{er} janvier 1967 : M. Medoun Driss ;
 Du 1^{er} février 1967 : MM. Hamali Letdil et Ghilan Alami ;
 Sans ancienneté : M. Chrifi Cherif ;

1^{er} échelon :

Du 1^{er} mai 1966 : MM. Bouziane Lhoussaine, Bahmad Driss, Oufriid Belhoussine et Chakar Abdellah ;

Du 1^{er} janvier 1967 : M. Zemri Bouhattate ;
 Sans ancienneté : MM. Rachidi Brahim et El Mfadaï Mohamed ;

De 4^e catégorie (échelle 2) :

4^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1966 : M. Aboudi Mohamed ;
 Du 1^{er} février 1966 : M. Benyacine M'Barek ;

3^e échelon :

Du 1^{er} mai 1965 : MM. Jbari Abdellah, Hsein Mohamed, Hallab Allal, Assalmi Akki, Agouzoul Saïd et Belhazar Mohamed ;

Du 1^{er} juin 1965 : M. Radi Abdelkader ;
 Du 1^{er} octobre 1965 : M. El Bzioui Ahmed ;

Du 1^{er} avril 1966 : MM. Daoudi Kacem et Berrouk Mohamed ;

Sans ancienneté : MM. Kasmi Bouchaïb, Guerrab Lahbib ben Ali, et Ghalime Abdellah, El Ghoudri Hassan, Bouchfira Hachmi, Bouslama El Mokhtar et Dadi Omar ;

2^e échelon du 1^{er} octobre 1966 : MM. Yeznasni Mohamed et Hamlili Abdelkader ;

1^{er} échelon du 1^{er} octobre 1966 : MM. Messaoud Ahmed, Matjaoui Mohamed, Merhari Abdallah, Hajjoub Hammadi, Grana Mohammed, Adnane Moulay Mehdi, Chattou Salah ben Ahmed, Châaïbi Mohamed et Benomar El Houssine.

(Arrêtés des 9 octobre, 11, 25, 29 novembre, 17 décembre 1968, 24 mars, 6 juin, 31 juillet, 9, 15, 19, 21 août, 8, 9, 10, 12, 18 septembre 1969, 5, 13 mars, 1^{er}, 2, 7, 8, 13, 16, 20, 23 avril, 3, 9 mai, 19, 20, 23, 25 juin et 1^{er} juillet 1970.)

MINISTÈRE DES FINANCES

Sont nommés *contrôleurs délégués des engagements de dépenses* :

MM. Dekkaki Brahim (ministère de l'agriculture et de la réforme agraire, ministère d'Etat chargé de la promotion nationale et de l'artisanat). Décret n° 2-70-413 du 21 rejeb 1390/22 septembre 1970.

Bouna Mohamed (ministère du tourisme, ministère d'Etat, ministères de l'information, des Habous et des affaires islamiques). Décret n° 2-70-408 du 21 rejeb 1390/22 septembre 1970.

Essaâdi Abdelaziz (ministère des postes, des télégraphes et des téléphones). Décret n° 2-70-404 du 21 rejeb 1390/22 septembre 1970.

Daoudi Lahbib (services extérieurs des ministères à Fès). Décret n° 2-70-415 du 5 chaabane 1390/7 octobre 1970.

Ohayon Léon (services extérieurs des ministères à Meknès). Décret n° 2-70-402 du 21 rejeb 1390/22 octobre 1970.

Lemridi Mohamed (services extérieurs des ministères à Casa-blanca). Décret n° 2-70-407 du 21 rejeb 1390/22 septembre 1970.

Belmamoun Benachir (ministère des finances). Décret n° 2-70-403 du 21 rejeb 1390/22 septembre 1970.

Derraji Ahmed (secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé du plan, ministères des travaux publics et des communications, des affaires administratives, secrétariat général du Gouvernement, des services administratifs et financiers de la Cour royale). Décret n° 2-70-412 du 21 rejeb 1390/22 septembre 1970.

M. El Brigui Larbi (ministère du commerce, de l'industrie, des mines et de la marine marchande). Décret n° 2-70-409 du 21 rejeb 1390/22 septembre 1970.

Agrada Abdelaziz (ministère de la santé publique, du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle). Décret n° 2-70-411 du 21 rejeb 1390/22 septembre 1970.

Melhaoui Mohamed (ministère de l'intérieur, de l'habitat et de l'urbanisme, chargé des affaires des résistants et des anciens combattants et de la direction générale de la sûreté nationale.) Décret n° 2-70-406 du 21 rejeb 1390/22 septembre 1970.)

Belhaj Ahmed (ministères de la justice et des affaires étrangères). Décret n° 2-70-405 du 21 rejeb 1390/22 septembre 1970.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES COMMUNICATIONS

Sont nommés :

Ingénieurs d'application stagiaires (échelle 10) 1^{er} échelon :

Du 1^{er} juillet 1969 : M. Hindi Ahmed ;
 Du 1^{er} août 1969 : MM. Bachiri Mohamed et Lévy Félix ;
 Du 23 octobre 1969 : M. Moujane M'Barek ;
 Du 12 janvier 1970 : M. Essadaoui El Mostafa ;

Adjoint technique stagiaire (échelle 7) 1^{er} échelon du 1^{er} juillet 1968 : M. Belbaraka Jilali ;

Agents techniques stagiaires (échelle 6) 1^{er} échelon :

Du 1^{er} août 1968 : M. Saydy Brahim ;
 Du 1^{er} août 1969 : M. Filali Bouami Ahmed ;

Conducteurs de chantier stagiaires (échelle 5) 1^{er} échelon du 1^{er} juillet 1969 : MM. Maziri Mohamed, Kassem Abdelkader, Sabri Abderrahman, Bakouch Mohamed, Katane El Mahjoub, Gargache Saïd, Moussaddaq Driss, Echaoui Abid, Fadi Mostafa, Solhi Larbi, Khaladi Salah, Zeroual Ahmed, Kassou Khlifa, Rida Mohamed, Akhartou Larbi, Izzi Ahmed, Aziki Brahim, Naciri Moulay Ahmed Tijani, Khabba Saïd, Marboun Mohamed, Lasfar Driss, M'Hammeli Moulay Touhami et Gaouzi Lahoucine ;

Sont confirmés et titularisés :

Adjointes techniques (échelle 7) 2^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1968 : MM. Kaddouri Slimane, Boulahoual Mohamed, Achour Mohamed, Karom El Hassan, Sebti Mohamed, Charfaoui Mohamed et Mrani Alaoui Driss ;

Du 1^{er} janvier 1969 : M. Mouna Ahmed ;

Conducteurs de chantier (échelle 5) 3^e échelon du 1^{er} décembre 1967 : M. Pani Mohamed ;

Sont intégrés :

Ingénieurs d'Etat (échelle 11) :

5^e échelon du 1^{er} avril 1967, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1964 : M. Faris Abdelkader Mustapha ;

3^e échelon du 1^{er} avril 1967, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1965 : M. Chaoui Mohamed ;

Sont promus *ingénieurs d'Etat (échelle 11) :*

7^e échelon :

Du 1^{er} décembre 1967 : M. Lasky Ahmed ;
 Du 1^{er} janvier 1968 : M. Rezlan Albert ;
 Du 1^{er} juillet 1968 : MM. Hakimi Ahmed et Azmy Bouchaïb ;
 Du 1^{er} septembre 1968 : M. Bensimhon Joseph ;
 Du 1^{er} décembre 1968 : M. Dadi Mohamed ;
 Du 1^{er} juin 1969 : M. Benjelloun Abdelaziz ;
 Du 1^{er} décembre 1969 : M. Faris Abdelkader Mustapha ;
 Du 1^{er} juillet 1970 : M. Ghissassi Abdeltif ;
 Du 1^{er} août 1970 : M. Mekouar Mohamed ;

6^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1967 : M. Ghissassi Abdeltif ;
 Du 1^{er} août 1967 : M. Mekouar Mohamed ;
 Du 1^{er} décembre 1968 : M. Chaoui Abdeltif ;

4^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1967 : M. Lahrichi Omar ;
 Du 1^{er} novembre 1967 : M. Chaoui Mohamed ;

Du 1^{er} juillet 1969 : M. Biaz Ahmed ;
 3^e échelon du 1^{er} juillet 1967 : M. Biaz Ahmed ;
Ingenieurs d'application (échelle 10) :
 6^e échelon :
 Du 1^{er} octobre 1967 : M. Amrani Joutei Idrissi Abbès ;
 Du 1^{er} juillet 1968 : MM. Nouini Abdelkader et Bourri Abderrahman ;
 Du 1^{er} août 1968 : MM. Tolédano Maurice et Lamrini Hassan ;
 5^e échelon :
 Du 1^{er} mai 1967 : M. Raïssouni Farouk ;
 Du 1^{er} juillet 1967 : MM. Mouyem Habib et Sabbane Moulay Ahmed ;
 Du 1^{er} août 1967 : M. Lasky Allal ;
 Du 1^{er} avril 1968 : MM. Zaz Abderrafih, Gueddari Mohamed et Kesbaoui Hachem ;
 Du 1^{er} octobre 1968 : MM. Serghini Mohamed, Yahia Abderrahmane et Raïs Mohamed ;
 4^e échelon :
 Du 1^{er} avril 1968 : MM. Glaoui Omar, Azzouzi Idrissi Abdela-ziz et Jbilou Abdelhamid ;
 Du 1^{er} mai 1968 : MM. Benfaïda Ahmed, Bensari Ahmed, Malti Driss, Khaïroune Abdelkader, Karmouni M'Hamed et M'Birkou Mohamed Naji
 Du 1^{er} juin 1968 : MM. Ben El Haj Mohamed, Chaâchoo Abdeslam, Zemmouri Mohamed et Sellam Skimane ;
 Du 1^{er} juillet 1968 : MM. El Khatib Abdelmajid, Samir Abdellah et Khennach Omar ;
 Du 1^{er} octobre 1968 : MM. Belmokadem Chaffai et Oulâali Moha ;
 3^e échelon du 1^{er} mai 1967 : M. Boufous Lhassan ;
Conducteurs de chantier (échelle 5) :
 9^e échelon du 1^{er} octobre 1967 : M. Lakhoul Bouchaïb ;
 6^e échelon du 1^{er} novembre 1967 : MM. Bourich Mohamed, Zahhar Driss, Mouississa Boubker et Lahani Abdelkader ;
Conducteur de chantier de 4^e classe du 1^{er} juillet 1966 : M. Har-kati Boubker.
 (Arrêtés et décisions en date des 27 mai, 29 décembre 1969, 6 mars, 7 avril, 5, 11, 25, 29 mai, 16, 23 juin, 5 et 7 août 1970.)

*
*
*

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Sont titularisés et reclassés :

Agent public, hors catégorie (échelle 7) 3^e échelon du 1^{er} janvier 1969, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1967 : M. Squalli Mohamed ;

Secrétaires d'économat principaux (échelle 6) 2^e échelon :

Du 1^{er} mai 1967, puis du 1^{er} mai 1968 promu au 3^e échelon : MM. El Hafiane Mustapha Mohamed et Rifki Moulay Youssef ben Saïd ;

Du 1^{er} octobre 1967, puis du 1^{er} octobre 1968 promu au 3^e échelon : M. Bouhir Ahmed ;

Du 1^{er} janvier 1968, puis du 1^{er} janvier 1969 promue au 3^e échelon : M^{lle} Sefiani Boudina Najiya ;

Secrétaires principaux (échelle 6) :

Du 1^{er} août 1967, puis du 1^{er} août 1968 promue au 3^e échelon : M^{lle} Mernine Latifa ;

Du 28 décembre 1967, puis du 28 décembre 1968 promue au 3^e échelon : M^{lle} Guennioui Rachida ;

Du 20 mars 1968, puis du 20 mars 1969 promu au 3^e échelon : M. El Alami Abderrahman ;

Secrétaire (échelle 5) 3^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1969, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1968 : M. Hamidine Moha ;

Du 1^{er} mars 1969, avec ancienneté du 1^{er} mars 1968 : M. Bou-nab Ahmed ;

Du 1^{er} juin 1969, avec ancienneté du 1^{er} juin 1968 : M. El Ouidani Zaïd ;

Du 26 juin 1969 avec ancienneté du 26 juin 1968 : M^{lle} Safaoui Rakia ;

Du 1^{er} octobre 1969 : M^{lles} Bouanane Hassani Zakia, Dekkaki Fatima, Ihssan Aïcha, MM. Akhaddam Mohamed, Amaziane Mohamed, Benchabboun Ahmed, Biada Mohamed, Chaoui Ahmed et Kazmane Abdelouahed ;

Du 4 octobre 1969 : M. Raoud Ahmed ;

Du 7 octobre 1969 : M^{lle} Benhaddou Najia ;

Du 8 octobre 1969 : M. Cherkaoui Mohamed ;

Du 14 octobre 1969 : M. Tahir Abdelouahad ;

Agents publics de 2^e catégorie (échelle 5) :

4^e échelon du 1^{er} janvier 1969, avec ancienneté du 16 mai 1968 : M. El Arroji Abdelkader ;

3^e échelon du 1^{er} janvier 1969, avec ancienneté du 20 novembre 1967 : M. El Arroji Mohammed ;

Agents d'exécution (échelle 2) :

4^e échelon du 1^{er} janvier 1969, avec ancienneté :

Du 29 octobre 1967 : M^{me} Zyadi Hafsa ;

Du 16 novembre 1967 : M. Belkiyal Ahmed ;

Du 25 décembre 1967 : M. El Madhi Abdelkader ;

Du 28 décembre 1967 : M. Majid Ali ;

Du 17 mars 1968 : M^{me} Taha Hafida ;

Du 16 novembre 1968 : M^{me} Berrada Latifa et M. El Alaoui Ahmed ;

Du 3 juin 1968 : M^{me} El Amri Khadija ;

Du 1^{er} juillet 1968 : M. Rihani Mohamed ;

Du 1^{er} août 1968 : M. El Kasri Mohamed ;

Du 2 août 1968 : M^{me} Masbahi Lalla Habiba ;

Du 16 août 1968 : M^{me} Chaoui Radia et M. Ousalah El Alami ;

Du 5 septembre 1968 : M^{me} Benlmouaz Souleimani Hassani Naïma ;

Du 29 octobre 1968 : M^{me} Bejjaji Zahra ;

Du 16 novembre 1968 : M^{mes} El Kefrani Amina, Moubarak Essediya et M. Khabbach Ouali ;

Du 26 novembre 1968 : M^{me} Aït Oumezzout Fatima ;

Du 29 novembre 1968 : M^{me} Karzazi Zineb ;

3^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1969, avec ancienneté :

Du 2 juillet 1967 : M. Aâbi Lhoussayn ;

Du 7 juillet 1967 : M^{me} Mir Rahma (épouse Kadri) ;

Du 16 juillet 1967 : M^{lle} Karkouri Maffaha ;

Du 22 juillet 1967 : M^{me} Mengouchi Jemaâ ;

Du 18 août 1967 : M. Chergui Mohamed ;

Du 21 août 1967 : M. Ben Seddik Mortada ;

Du 9 septembre 1967 : M^{me} Alaoui M'Hamdi Naïma ;

Du 23 septembre 1967 : M^{me} Benhammou Malika ;

Du 25 novembre 1967 : M^{me} Belhassane Alaoui Aïcha ;

Du 1^{er} décembre 1967 : M^{lles} Jaïdani Fatima, Ouzrou Mina, M^{mes} Nizar Fatima, Samane Zoubida et Jabrane Kacem ;

Du 10 décembre 1967 : M^{me} Alaoui Lalla Batoul ;

Du 1^{er} janvier 1968 : M^{lles} Cherki Nofissa, Hassini Zoubida, MM. Bourouay Oulaïd et Driouech Mohammed ;

Du 13 novembre 1968 : M^{lle} Driouich Khaddouj ;

Du 29 novembre 1968 : M^{me} Tazi Amina ;

Du 23 février 1969, avec ancienneté du 23 février 1968 : M^{lle} Cherkaoui Lalla Halima ;

Du 6 mars 1969, avec ancienneté du 6 mars 1968 : M^{lle} Brady Hasna ;

Du 12 mars 1969, avec ancienneté du 12 mars 1968 : M. Sahli Mohammed ;

Du 1^{er} avril 1969, avec ancienneté du 1^{er} avril 1968 : M. Yahyaoui Mohamed ;

Du 8 avril 1969, avec ancienneté du 8 avril 1968 : M^{me} Cheblaoui Zohra ;

Du 4 mai 1969, avec ancienneté du 4 mai 1968 : M^{me} Cherqaoui Fatima ;

Du 14 juin 1969, avec ancienneté du 14 juin 1968 : M. Lebnioury Omar El Farouk ;

Du 1^{er} juillet 1969, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1968 : M^{lle} Barakallah Kébira ;

Du 14 juillet 1969, avec ancienneté du 14 juillet 1968 : M^{lle} Aha-chad Rkia ;

Du 6 septembre 1969, avec ancienneté du 6 septembre 1968 : M^{me} Chaâban Ismael Esma ;

Du 10 septembre 1969, avec ancienneté du 10 septembre 1968 : M. Hafidi Moulay El Arbi ;

Du 1^{er} octobre 1969, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1968 : M^{mes} Benhida Rabia et Chadly Fatna ;

Du 23 octobre 1969, avec ancienneté du 23 octobre 1968 : M^{mes} Ber-rada Aziza et Safi Malika (épouse Ouedrhiri) ;

Du 20 novembre 1969, avec ancienneté du 20 novembre 1968 : M^{me} Sbeh Malika ;

Du 1^{er} décembre 1969, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1968 : M^{lle} El Qafia Mahjouba et M. Hachimi Mohamed ;

2^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1969 : M^{les} Achiqlile Rabia, Alaoui Boujarfaoui Aïcha, Baqqari Hansalia, Benchekroun Naïma, Bendahhou Aïcha, Benkiran Mitou Fatima, Benmadid Aïcha, Bensaid Badia, Boudress Najat, Bou-Ouhrih Salha, Draoui Salha, Drissi Bakhkhat Amina, Khansaï Rabia, Machkour Zineb, Mahsen Amnara, Mir Saadia, Mor-dey Fatima, Naït-Ali Fatima, Reguiti Fatima, Rhazoui Naïma, M^{mes} Afqir Najat, Ansar Aïcha, Bahmad Jamila, Ben Bouziane Tour-ria, Boujenane Amina, Chabli Khadija, Debbagh Idrissi Fatima, Deb-bagh Naïma, Gmouh Fatima, Halili Fatima, Nouraid Fatima, Raouh Naïma, MM. Belouchi Mohammed, Berrahma Mostafa, Chaouch Mo-hammed, Chkaïri Mohammed, El Oufir Abdelsetah, Kharmaz Mo-hammed, Tajmout Mohammed, Taloubi Mohamed et Tazi Abdelhaq ;

Du 21 octobre 1969 : M^{les} Bachchar Fatima, Peres Touria et M. El Hanafi Mohamed ;

Du 24 octobre 1969 : M. Bel Bouhali El Houssaïn ;

Du 25 octobre 1969 : M^{lle} El Alami Meryem, M^{me} Fares Rabia, MM. Bensator Benacher et El Almani Mohamed ;

Du 26 octobre 1969 : M. El Meskani Mohammed ;

Du 28 octobre 1969 : M^{les} Ouzzine Kenza, Raji Fatima, M^{me} Aït Belmkadem Fatima, MM. Baza Miloud, Bendriss Mohammed, Farih El Mouloudi et Taya Moussa ;

Du 29 octobre 1969 : M. Ztaït Bouchaïb ;

Du 31 octobre 1969 : M^{lle} Charaâ Zahra ;

Du 1^{er} novembre 1969 : M^{lle} Benkhatar Khadija ;

Agents publics de 4^e catégorie (échelle 2) :

7^e échelon du 1^{er} janvier 1970, avec ancienneté du 2 décembre 1968 : M. El Homriti Brik ;

8^e échelon du 1^{er} janvier 1970, avec ancienneté du 16 mai 1968 : M. Choayb Ahmed ;

4^e échelon du 1^{er} janvier 1969, avec ancienneté du 16 mai 1968 : M. Belhaj Mohammed ;

Agents de service (échelle 1) :

7^e échelon, du 1^{er} janvier 1970, avec ancienneté :

Du 16 novembre 1968 : M^{me} Zemmouri Fatima, MM. Khivary M'hamed et Yaagoub Farès ;

Du 30 décembre 1968 : M. Afrouch Mohamed ;

6^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1969, avec ancienneté :

Du 16 janvier 1968 : M. Khatib Mostafa ;

Du 16 novembre 1968 : M. Nacim Hamida ;

Du 21 décembre 1968 : M. Naouiri Bouchaïb ;

Du 1^{er} janvier 1970, avec ancienneté du 16 mai 1968 : MM. Ana-bir Boujemaâ, Atouani El Hachemi, Ghali Mohammed et Messioum Brahîm ;

Du 1^{er} janvier 1970, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1968 : M. Ha-rakat Aïssa ;

Du 1^{er} janvier 1970, avec ancienneté du 16 novembre 1968 : M. Azilal Ahmed ;

Du 1^{er} janvier 1970, avec ancienneté du 16 mai 1969 : MM. El Mouradi Ahmed et Mokhlisse Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1970, avec ancienneté du 21 mai 1969 : M. Bel-houss Messaoud ;

Du 1^{er} janvier 1970, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1969 : M. Laâ-zibi El Mahdi ;

Du 1^{er} janvier 1970, avec ancienneté du 3 août 1969 : M. Bou-hamdi Mehdi ;

5^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1969, avec ancienneté :

Du 16 août 1967 : M. Jamal Brahîm ;

Du 16 août 1969 : M. Amine Saïd ;

Du 16 octobre 1968 : M. Chbari Mohamedi ;

Du 1^{er} janvier 1970, avec ancienneté :

Du 16 août 1968 : M. El Ouagid Belaïd ;

Du 1^{er} septembre 1968 : M. Ibaâquill Lhoussine ;

4^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1969, avec ancienneté :

Du 1^{er} janvier 1968 : M. Obbajja Lahcen ;

Du 16 mai 1968 : M. Mahmoudi Mabrouk ;

Du 16 août 1968 : M. Benhaddou Mostafa ;

Du 18 septembre 1968 : M. Boulahar Mustapha ;

Du 16 novembre 1968 : MM. El Wardighi Driss et Jamal Abdal-lah ;

Du 8 décembre 1968 : M. Yamid Jilali ;

Du 1^{er} janvier 1970, avec ancienneté :

Du 16 mai 1968 : M. Abdenouri M'hamed ;

Du 26 novembre 1969 : M. Himoud Abdelkader ;

3^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1969, avec ancienneté :

Du 16 novembre 1967 : M. Zyadi Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1968 : M. Zeraï Mohamed ;

Du 1^{er} juin 1969, avec ancienneté du 1^{er} juin 1968 : M. Ezzaher Mahjoub ;

Du 20 septembre 1969, avec ancienneté du 20 septembre 1968 : M. Bendkia Ahmed ;

Du 12 novembre 1969, avec ancienneté du 12 novembre 1968 : M. El Hayat Abderrahmane ;

Du 22 décembre 1969, avec ancienneté du 22 décembre 1968 : M. Zaïd Ahmed.

(Arrêtés des 4, 11, 21, 30 avril, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 15, 19, 20, 22, 23, 26 mai, 1^{er}, 2, 5, 11, 24, 29 juin, 7, 14 et 17 juillet 1970.)

Sont titularisés instituteurs (échelle 7) 2^e échelon du 1^{er} octobre 1967 : MM. Al Achaari Bouchaïb, Al Amrani Abdeslem, Al Falo Lahcen, Al Quinani Messaoud, Amine Ahmed, Annour Ahmed, Anoune Salah, Assamouzi Mohamed, Azoughag Ahmed, Baazzouz Ahmed, Belhachemi Ahmed, Bahat Si Ali, Bel Fkih M'hamed, Ben-annour Mohammed, Benhaïda Mohamed, Benidir Hachmi, Bissoufa Mohamed, Bauderba Abdelhay, Bouhafsia M'hamed, Bouhassana Hammad, Bouhout Mohamed, Boujoum Mohamed, Bouraïtil Abdelhak, Boussaïd Mohamed, Boushmed Omar, Chafouk Brahîm, Chakir Mohamed, Chaouer Mohammed, Chelouchi Mohamed, Chem-mali Abdelhadi, Choufaïqi El Mouloudi, Derkaoui Mohamed Charif,

Dokkali Attar Hamid, Doumia Abdelkader, Echchair Mohammed, Echchemakhi Ahmed, El Amine Mohammed, El Farissi Hassan, El Farissi Mohamed, El Hamdouni El Arbi, El Hariri Mohamed, El Jaouhari Moussa, El Mennani Mohammed, El Yattafati Abdelwahid, Ennaciri Lhoucine, Errafik Ahmed, Fadel Hassan, Gada Mohamed, Ghadouli Omar, Ghazani Zitouni, Hafid Lahcen, Haia Mohamed, Hamdi Mohammed, Hattani Mohammed, Hodda Madani, Houbbane Thami, Johar Mohamed, Kabbadj Mohamed, Kaïba Cherif, Khalouk Mohammed, Kobiba Mohammed, Laâsouli Mahjoub, Lahbabi Driss, Lakel Mohammed, Lamrani Mohammed, Lhadri Ahmed, Loirdighi Ibrahim, Loutfi Abdellatif, Maadour Abdelkader, Miadi Mohamed, Mouany Mohamed, Mouhtadi Abdeslem, Moujib Bou Abid, Mounir Mohamed, Nour Abdelkrim, Nour Es Sadat Mohammed, Oukhouya Bassou, Ouriaghli Abderrahman, Rachid Mohamed, Rahmani Housseine, Raoui Ibrahim, Regragui Abdeslam, Rima Mohammed, Ryouq Jelloul, Sabri Driss, Salim El Qalb Abderrahmane, Sayah Abdellah, Soussi Mohamed, Taki Ibrahim, Taouki Mohamed, Yettefli Mohamed, Zaïdouni Ahmed et Zakraoui Lahcen.

(Arrêtés des 4, 9, 16, 17, 18, 30 juin, 4, 8, 20, 25 juillet 26 août, 1^{er}, 2, 3, 8-et 9 septembre 1970.)

Sont promus *institutrices et instituteurs (échelle 7) 2^e échelon* :

Du 1^{er} juillet 1967 :

Puis du 1^{er} juillet 1968 promus au 3^e échelon : M^{mes} Al Harrar Saïda, Ayyoub Layachi Fatima, MM. Cheikhi Abdelkadir, Ouaddari Abdeslam, Oudeif El Keddani Mohamed, Rachdi Abbès et Rassyne Mohamed ;

Puis du 1^{er} janvier 1969 promu au 3^e échelon : M^{mes} Sekkat Fatima, Tlemssani Khadija, MM. Ben Abdelkader Bekiou Abdelkhalek, Cuissi Mohamed, Deraoui Abdelhak, El Qjiri Ahmed, Korrabi Mohammed, Lahnaoui Mokhtar, Lamarti Mohamed, Mehdaoui Abbès, Samim Mohamed et Soussi M'Barek ;

Puis du 1^{er} juillet 1969 promus au 3^e échelon : M^{mes} Attaf Naïma, MM. Chberreq Larbi Taïbi, El Berki Abdellah, Masrar Bouchaïb, Merouane Mostafa ben Kacem, Tamazi Bachir et Tribak Abderrahman ;

Du 1^{er} octobre 1967 :

Puis du 1^{er} octobre 1968 promus au 3^e échelon : M^{mes} Arsalane Khadija, Chadli Mina, Chraïbi Safia, El Azmani Fatima, El Maïrri Khadija, El Marbouhi Zahra, Jerrari Khadija, Kojairi Anissa, Laghmani Hajjoub, Lokman Fatima, Mazgour Fattouma, Mesrar Choumicha, Moustaine Binnah Latifa, Moustakim Saïdia, Ouazzani Nadra, Oudghiri Hassani Fatima Zohra, Rhayour Amina, Tahiri Joutey Fatima, Touni Malika, Zahir Fatima, MM. Alayadi Ahmidouch, Amane Maïti, Anouja Touhami, Archtal Lahoucine, Asadi Mohammed, Azzouzi M'Hammed, Baji Mohamed, Bekkali Habib Mohammed, Belkadi Mohamed, Benallouch Mohamed, Bouamrane Mohamed, Boubker Ali, Cafi Mustapha, Chefchaoui Abdelhak, Daby Mostafa, Denyal Mohamed, Derkaoui Mohammed, Diouri Rachid, Doucharaf Lmaïti, Douhab Bouchaïb, Douma Mohammed, El Achache Mohammed, El Allam Mohammed, El Anzaoui Taïbi, El Azhari Aboudihai, El Bakkali Tahiri Mohammed, El Fibri Omar, El Harkati Mohammed, El Kadiri Abdelkader, El Kamali Bouchaïb, El Mabrouqui Haddou, El Makhloufi Ahmed Ali, El Mir Khaled, El Mourabit Mohammed, El Yaâcoubi El Arbi, El Yagoubi M'Hammed, Etaïlibi Mehich, Faïd Mohammed, Fakir Lekbir, Fanid Mokhtar, Farhat Abdelkader, Fohami Mohammed, Haddad Mohamed, Hammouch Mohammed, Hilali Abderrahmane, Hissane El Mostafa, Issam Lhassan, Jamaoui Mohamed, Jamal Edine Ahmed, Jouaïne Mohamed, Kachach Mohamed, Kaddouri Driss, Kassous Miloudi, Khadda El Bachir ben El Achmi, Khaddach Mohammed, Khelifa Abdelaziz, Khribache Mohamed, Lahmoudi Mohamed, L'Iraqi Ahmed, Lkhiel Riahi, Loukili Kacem, Mazouri Mohamed, Meziane Hammadi, Mohammadi Abderrahmane, Mohsine Omar, Moustakam Abdelkebir, Nasri M'Hammed, Ouazzani El Hasni, Rabit Ahmed, Raïs Mohamed, Raji Ahmed, Rbihi Mohammed, Redouan Mustapha, Rghoui Mohammed, Sahraoui Assaïd, Riad Mohamed Omar, Saïb Boujemâa, Sfïren Lahcen, Sobrani Abderrahman, Soughou Mohammed, Tahiri El Mostafa, Takhfisset Larbi, Tamoussi Ibrahim, Taous Mohammed, Taousse M'Barek, Tlaty Mohamed, Touggani Mohammed, Yaziri Mostafa, Zaïdani Abderrahmane, Zarougui Ahmed et Zeroual Bouchaïb ;

Puis du 1^{er} avril 1969 promus au 3^e échelon : M^{mes} Belouarat Mina, El Bouhi Halima, Kouira Rabia, Mejjati Alami Kenza, Raïssouni Laâziza, Riffi Aïcha, Safiani Khadija, MM. Abbassat Abdelkader, Aneggay El Ouadrassi Mohamed, Aoulad Abidat Abdelkader, Ben Bouabid Mohamed, Bensiali Ahmed Mohamed, El Abidi Kacem, El Aouni Mohamed, El Youssoufi Ahmed El Hachemi, Ghazouani El Flihi, Hamraoui Moha ou Naceur, Houmada Driss, Khalouf Abdelaziz, Nasseha Larbi, Mouna Ahmed, Ougribe Mouloud, Rachidi Miloud, Sefrini Taieb, Sektaoui Mohammed, Taïdi Abdeslam, Tlemçani Ahmed et Yacoubi Mohamed ;

Puis du 1^{er} octobre 1969 promus au 3^e échelon : M^{me} Bensouda Fatima, MM. Benabdessadek Abderrahman, El Kabil Mohamed, El Kouarty Ali, Moumsi Messaoud, Ould-Hadj Abdelkader Lahoucine et Sliman Abdelaziz.

(Arrêtés des 25, 26, 28, 29 mai, 1^{er}, 2, 3, 4, 8, 10, 12 juin, 7 et 14 juillet 1970.)

Sont promus *institutrices et instituteurs (échelle 7) 2^e échelon* :

Du 1^{er} juillet 1967, puis du 1^{er} juillet 1968 promus au 3^e échelon : M^{mes} Jamali Zahra, Janati Aïcha, MM. Bassil Mohamed, Boura El Hadri, Doukkali Mohamed Larbi, Doumane Yacoub, El Amrani El Khaldi Ali, El Khadiri Mohammed, El Khalil Ahmed, Fadili Moustapha, Fatihi Bouchaïb, Kalalou Mohamed ben Lahcen, Mesbahi Mohamed, Moustahssine Mohammed, Qanbar Mohamed, Ramly Larbi, Reda L'Mahfoud, Riane Mohammed, Taraoui Allal, Tarhlaoui Tayeb et Zaza Abdeslam ;

Du 1^{er} juillet 1967, puis du 1^{er} janvier 1969 promus au 3^e échelon : M^{mes} Chakroun Chamch Dha ex-Slaoui, Ouerdighi Fettouma, Rahali Hadda, Tanjidi Assia, Zecri Aïcha, MM. Arroussi Hasni Abdelmalek, Benajiba Youssef, Chaddadi Abdeslam, Lahayani Mohammadi, Mechbal Mustapha, Ouahabi Mokhtar, Tadili Kaïd Abdelouahid et Zaïdouni Mohamed ;

Du 1^{er} octobre 1967, puis du 1^{er} octobre 1968 promus au 3^e échelon : M^{mes} Abou El Kassim Fatna, Anbary Naïma, Araqi Halima, Berradah Touria, Bouramdane Mama, Chakir Amina, Drissi Kamili Zineb, El Boukili Khadija, El Moustakli Rabia, Essannam Fatna, Haïda Chaïbia, Kamal Keltoum, Laâroussi Latifa, Msouri Zou-bida, Tazi Naïma, MM. Akdi Ali, Al Bakkali Abdeslam, Annari Mohamed ben Abdelkerim, Aresmouk Ibrahim, Aresmouk Lahcen, Arkhis Ahmed, Arkhis Amar, Arouri Mohammed, Ayar Mohamed, Azziadi Mohamed, Baïli Ohamad Mohamed, Baddaj Abdeslem, Barka Abdelmajid, Batioua M'Hammed, Bel Habra M'Hammed, Benbrahim Abderrahman, Benjelloul Abdelhak, Benzyane M'Barek, Bouadar Tahar, Boudali Ibrahim, Boulay Omar, Boumaâz Messaoud, Bousmara M'Hammed, Boussecou Mohamed, Chadid El Hafid, Chadni Mohamed, Chafiq Abdelkader, Chehima Mohammed, El Amarti Abdelaziz, El Ayoubi Hamadi, El Bani Mustapha, El Bouazzaoui Omar, El Bouzidi Tahar, El Faqih Mohamed, El Fassi Mohamed, El Ghomari Mohamed, El Gmiri Hassan, El Jeti Mohamed, El Jim Mohammed, El Mansouri Ahmed, Em Mazouni Mohamed, El Moustaghir Mohammed, El Rhaoui Saïd, El Yacoubi Abdelghani, Ennaouri El Arbi, Es-Sadki Mohamed, Ghandi El Haj, Ghennami Larbi, Ghzaoui Sidi M'Hammed, Herradi M'Hammed, Idrissi Fawzi Sidi Mohamed, Jawhar Taïb, Jebbour Moha, Kasmi Derkaoui, Kasmi Nouredine, Kassou Boujemâa, Korchi El Yazid, Laâjel Abdelkader, Iaa Mohamed, Labôuidya Boujemâa, Lakriti Abdellatif, Morabit Ali, Moustader Mohamed, Nadhi Mohammed, Oubrahim Hammou, Oumaqer Salah, Ousmane Thani, Rachidi Alaoui Hachem, Rafaâ Moulay M'Hamed, Rambouri Mustapha, Raoui Ahmed, Raoui Mohamed, Selemani Mohammed, Spoussi Mohamed, Soubai Mohammed, Talhaoui El Hassan, Tazi Hniyn Abdelfattah, Younat Mohamed et Zemrani Mohammed ;

Du 1^{er} octobre 1967, puis du 1^{er} avril 1969 promus au 3^e échelon : M^{mes} Bouassria Latifa, Bouganga Najat, Bourrass Kenza, Daoud Khadija, El Fachali Maria, En-Naïl Aïcha, Ghazi Zohra, Oubelchid Fadma, Rafii Aïcha, Razine Fatima, Razine Saïdia, Sefiani Khadija, Thabbaa Noufissa, MM. Chentouf Soumati Mohammed, Doui-Issi Abdelkader, El Amrani Ahmed, El Belhaji Abdelhamid, El Ouzni Larbi, Essadi Mohamed, Essaoui Mohamed, Ettaf Mohammed, Jebari Mohamed, Kehrafane Mohammed, Kerbal Jilali, Laaouini M'Barek, Lamcharai Mohammed, Moueden Mohamed, Moukrime Mustapha,

Oumouss Abdeslam, Rabhab Reddad, Raïs Abdeslam, Serrage Saïd, Tidmrini Mohammed, Watki Abdelaziz, Zemmouri Abdesslam et Zian Mohammed ;

Du 1^{er} octobre 1967, puis du 1^{er} octobre 1969 promus au 3^e échelon : M^{mes} Aouady Fatima, Ayouch Latifa, Balghit Houria, Chakkour Fatima, Lyoubi Idrissi Khadija, Mounni Rabia, Moustakim Mina, Ouarda Habiba, Raja El Hak Fatma, Skalli Housseini Meftaha, Trombati Khadija, Zahouri Laalia, MM. Abbassi Tayeb, Afif M'Hamed, Amine Lahcen, Azzouzi Alami, Benahmed Mohamed, Bouikarchaln Abdallah, Boulmane Mohamed, El Arabi Abdeslam, El Amrani El Ayachi, El Bouazzi Jilali, El Chehab Mohammed, El Marini Abderrahmane, Ezzaoudi Abderrahman, Haïdi El Mostapha, Harakat Ahmed, Kharij El Houssine, Khorssani Mohamed, Labib Hassane, Lmoumene El Houssin, Madiane Bouchaïb, Mourchid M'Bark, Moussaïd Mohamed, Nassor Mohammed, Raji Abderrahmane, Toufid Mohammed et Zahime Hassan.

(Arrêtés des 25, 26, 28, 29 mai, 1^{er}, 2, 3, 4, 8, 12 et 16 juin 1970.)

Sont promus *institutrices et instituteurs (échelle 7) 3^e échelon* :

Du 1^{er} mai 1967, puis du 1^{er} mai 1969 promus au 4^e échelon : M^{mes} Aouad Rahma, Barouti Radia, MM. Abdessamad Allal, Achoua Mohamed Hammadi, Afilal Mohammed, Ajana Benaïssa, El Fatmi Ahmed, Habriri Abdesslam, Lahmidani Abdelkrim, Noufid Mohammed et Samadi Abdeslam ;

Du 1^{er} juillet 1967, puis du 1^{er} juillet 1969 promus au 4^e échelon : M^{mes} Meziane Fatima Zohra, Sbihi Naïma, MM. Abdellaoui M'Hamed Messaoud, Abou Ouissam Ahmed, Adim Mohamed ben Jilali, Boulgrich Mohammed, Chawki Allal, Chekroune Abdelaziz, El Bazzaoui Seddik, El Korchi M'Hamed, Ettiji Mohammed, Guenbour Mohammed, Medrare Driss, Mesbahi Mohammed, Naamane Mohammed, Sakkouni Belkassam et Saoudi Ahmed ;

Du 1^{er} août 1967, puis du 1^{er} août 1969 promus au 4^e échelon : M^{me} Aouami Malika, MM. Bahaji Abderrahman, Boukhriss Driss, El Anjoumi El Amrani Mohamed et Sayih Driss ;

Du 1^{er} septembre 1967, puis du 1^{er} septembre 1969 promus au 4^e échelon : M^{me} Alami Rabia, MM. Bartuli Abdeslam, Belhaj Mohammed Allal, El Bounaamani Ahmed, Ghilan Mohamed, Mliha Touati Driss et Ourhiati El Houssaine ;

Du 1^{er} octobre 1967, puis du 1^{er} octobre 1969 promus au 4^e échelon : M^{mes} Benghanem Naïma, Bousfiha Najat, Bouslikhane Maria, Bouzguia Fatma, MM. Adib Lahcen, Adnani Hassan, Akhtal Mohamed, Akil Touhami Mohamed, Al Fadili Lahoussain, Al Fiyi Mohammed, Allami Abdellah, Ammari Mohammed, Amokran Mohammed ou Saïd, Amokrane Assou, Aribat Lhoucine, Bentahar Thami, Boukijj Omar, Boulaïch Khalil, Bourbab Abdeslam, Chaïbi Hassan, Driouche Ahmed, El Allali Mohammed, El Alam Mohamed, El Attaoui Riahi, El Berdai Abdeddaïm, El Hanchar Brahim, El Harrak Abdeslem, El Ilnot Mohamed, El Khabsi Mohammed, El Mokadem Mohammed, Esseroukh Bachir, Faqir Lahsen, Faraj Mostapha, Ghattas Abdelali, Guezar Driss, Ghomari Hammam Mohamed, Hadnane Idriss, Hejiouej Mohamed, Houir Abdelaziz, Keldani Embirek, Rochdi El Hassane, Sayah Kacem, Semmar Abdelghafour, Smaili M'Hamed, Wahabi Seghir Abdeslam ;

Du 1^{er} avril 1968 : M^{me} Boubker Rabia, MM. Benkacem Thami, Bennekrou Mohamed, Bjitar Mohammed, El Mekhtourme Larbi, Ghouibi Abderrahmane, Hillali Ahmed, Mouzoune Mohamed et Tachfine Mostafa ;

Du 1^{er} octobre 1968 : M^{mes} Boudrajilah Zineb, Derridj Assia, MM. Mrabiti Driss et Tribaq Lhoussine ;

Du 1^{er} janvier 1969 : MM. El Khouddari Lahsen, El Yaagoubi Abdeljalil, Hamzaoui Mohamed, Ismat Driss, Jbilou Mohammed, Laalami Mohamed et Sbaï Abdelkader ;

Du 1^{er} juillet 1969 : MM. Haddaoui Bouamar, Jilali Mohammed, Kacemi Abdellah, Kandili Larbi et Ramzi Jilali.

(Arrêtés des 11, 20, 22, 23, 25, 28 mai, 1^{er}, 3, 10, 12 juin, 15 et 16 juillet 1970.)

Résultats de concours et d'examens.

MINISTÈRE DES FINANCES

Examen de capacité professionnelle des inspecteurs des finances des 11, 12, 14 et 15 décembre 1970.

Sont admis, par ordre de mérite : MM. Omary Nouredine, Daïri Mohamed, Ben Mansour Abdelfattah, Cherkaoui Hassan, Alaoui Medaghri Mohamed, Lazrak Abderrazak, Sahel El Mostafa, Bargach Mekki, M'Nebhi Mehdi, Ben Jamaâ Mustapha, El Wardi Harti Ahmed, Es-Seddiqi Omar, Tazi Mokha Abdelali, Ben Brik Abdelali, Raïs Mohamed et Laâbi Mohamed.

MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES

I. — Concours pour le recrutement des chefs de section du 15 novembre 1970

Sont admis, par ordre de mérite, les candidats suivants :

LISTE A : M^{me} et MM. Debbagh Hamid, Lotfi Abdessalam, Ahlafi Abdellatif, Bourakba Housseini Mohamed, Amimi Abdellah, Raghi Mohamed, Otmani Latifa, Bouchaab Souilem, El Brini Abdelkrim et Hajji Mohammed ;

LISTE B : néant ;

LISTE C : M^{me} et MM. Lezrek Mohammed, Fehr Abdelaziz, Belamine Mohamed, Tayaa Allal, Baria Mhammed, Azeddine Mohamed, Belkhatay Fatima, Abenbouteïeb Moulay El Houcine, Bellefkih Mostafa, Chantit Abdelmajid, Chelligui Mohamed, Guerch Larbi, Laabi Abderrahmane, Ben Ohoud Abdellatif, Zahlane Mohamed, Benhida Abderrahim, Azirar Ahmed, Ayadh Abdellah, Lakhdissi Abdessalam, Aziz Abdelkrim et Aharchaou Mostafa ;

II. — Concours pour le recrutement des agents des lignes du 25 octobre 1970

Sont admis, par ordre de mérite, les candidats suivants :

LISTE A et C : MM. El Anri Mohammed, Farsi Mohammed, Benchaji Mustapha, Lib Mohamed, Tinyali Ali, Maslouhi Brahim, Ourad Abdelkader, Mouzdahir El Mouloudi, Abid Abdelaziz, Bouba-kour Jilali, Meziani Mohammed, Akayousse Miloud, Benabdelkader Ahmed, Belenpadden Hamid, Ourchid Ahmed, El Ghoumari Abbès, Sbihi Ahmed, Oirdi Mohamed, Alif Mohamed, El Khdar Omar, Hamdaoui Jami Abdeslem, Asbaa Lhoucine, Chraïbi Ahmed, El Matraji Dahmane, Moussaoui Driss, Laghmouri Bouchta, Abdelhay Lhoussaine, El Amraoui Benachir, Yazid Mohamed et Sbitri Mohamed ;

LISTE B : néant.

Concession de pensions, allocations et rentes viagères.

Par décret n° 2-70-575 du 6 chaabane 1390 (8 octobre 1970) sont concédées et inscrites au grand livre des pensions civiles chérifiennes, les pensions énoncées au tableau ci-après :

NOM ET PRENOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, CLASSE, ÉCHELON	Numéro d'inscription	POURCENTAGE DES PENSIONS		Majoration pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
			Princip.	Comp.				
M. Abbid Ameer.	Ex-agent public de 4 ^e catégorie, échelle 2, 7 ^e échelon (travaux publics) (indice 175).	24023	% 80	%	%	6 enfants.	1 ^{er} -1-1969.	
M ^{me} Bahraoui Zineb, veuve Abdeljelil Omar.	Le mari, ex-instituteur, échelle 7, 6 ^e échelon (éducation nationale) (indice 300).	24024	52/50			(P.T.O.) 8 enfants.	1 ^{er} -9-1969.	
M. Aflou Moha.	Ex - inspecteur de 2 ^e classe, 2 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 215).	24025	57			7 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
M ^{mes} Seghir Laidia, veuve Aqir Ali.	Le mari, ex-agent public, échelle 2 de 4 ^e catégorie, 4 ^e échelon (éducation nationale) (indice 155).	24026	54/50			(P.T.O.) 1 enfant.	1 ^{er} -3-1970.	
Outghit Aïcha, veuve Ajgoud Messaoud.	Le mari, ex-agent public de 4 ^e catégorie, échelle 2, 3 ^e échelon (éducation nationale) (indice 143).	24027	19/50				1 ^{er} -4-1968.	
Fatima bent Addi, veuve Ajemma Ahmed.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 4 ^e échelon (éducation nationale) (indice 112).	24028	51/50			(P.T.O.) 2 enfants.	1 ^{er} -2-1968.	
M. Aman Hammou.	Ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 125).	24029	80				1 ^{er} -1-1970.	
M ^{me} Tamou bent Mohamed, veuve Aouissi Houssaine.	Le mari, ex-agent public de 3 ^e catégorie, échelle 4, 6 ^e échelon (commerce) (indice 205).	24030	55/50			(P.T.O.) 1 enfant.	1 ^{er} -11-1969.	
M. Arrad El Houssaine.	Ex-gardien de la paix, 3 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 175).	24031	51				1 ^{er} -1-1970.	
M ^{mes} Benaboud Fatima, veuve Assalam Ahmed.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 6 ^e échelon (intérieur) (indice 111).	24032	51/50				1 ^{er} -3-1970.	Réversion de la pension civile n° 20925 insérée au « Bulletin officiel » n° 2833, du 15 février 1967 (décret du 24 janvier 1967).
Fatheddine Lakbira, veuve Ayat Ahmed.	Le mari, ex-agent public de 3 ^e catégorie, échelle 4, 6 ^e échelon (jeunesse et sports) (indice 205).	24033	55/50			(P.T.O.) 5 enfants.	1 ^{er} -7-1969.	
Fatima bent El Caïd M'Barek, veuve Azzouz Salem.	Le mari, ex-sous-chef gardien de 3 ^e classe (finances, douanes) (indice 128).	24034	80/50		25	(P.T.O.) 1 enfant.	1 ^{er} -3-1970.	Réversion de la pension civile n° 15559 insérée au « Bulletin officiel » n° 2228, du 8 juillet 1955 (A.V. du 10 juin 1955).
MM. Babezzine Boujemaâ.	Ex - aide - sanitaire, échelle 2, 3 ^e échelon (santé publique) (indice 143).	24035	38			4 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
Benkaddour Larbi.	Ex-agent de service, échelle 1, 6 ^e échelon (intérieur) (indice 120).	24036	70				1 ^{er} -1-1969.	
M ^{me} Ouerdirhi Khadija, veuve Benkaddour Thami.	Le mari, ex-secrétaire principal, échelle 7, 10 ^e échelon (agriculture) (indice 360).	24037	80/50		10	(P.T.O.) 4 enfants.	1 ^{er} -5-1970.	Réversion de la pension civile n° 23506 insérée au « Bulletin officiel » n° 2999, du 22 avril 1970 (décret du 6 avril 1970).
M. Benlahcen Abdallah.	Ex-cavalier, 6 ^e échelon, échelle 1 (agriculture, eaux et forêts) (indice 120).	24038	52		15	3 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
M ^{mes} Benmessaoud Rahma, veuve Benmessaoud Ahmed.	Le mari, ex-préposé chef, 4 ^e échelon (finances, douanes) (indice 158).	24039	80/50		10	(P.T.O.) 4 enfants.	1 ^{er} -2-1970.	Réversion de la pension civile n° 10663 insérée au « Bulletin officiel » n° 2750, du 14 juillet 1965 (décret du 28 juin 1965).
Guendouz Mennana, veuve Berraho Driss.	Le mari, ex-administrateur adjoint, échelle 10, 8 ^e échelon (agriculture) (indice 469).	24040	59/50		10		1 ^{er} -3-1970.	

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, CLASSE, ÉCHELON	Numéro d'inscription	POURCENTAGE DES PENSIONS		Majoration pour enfants	CHARGES DE FAMILLE — Rang des enfant	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
			Princip.	Comp.				
Orphelins (7) de feu Berraho Driss.	Le mari, ex-administrateur adjoint, échelle 10, 8 ^e échelon (agriculture) (indice 469).	24040 bis	°	%	%	(P.T.O.) 7 enfants.	1 ^{er} -3-1970.	
M ^{me} Dehbia bent M'Hamed, veuve Bouchaïb Embarek Doukkali.	Le mari, ex-infirmier vétérinaire hors classe (agriculture) (indice 120).	24041	63.50				1 ^{er} -1-1967.	
MM. Boulal Mohamed.	Ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 6 ^e échelon (intérieur) (indice 111).	24042	59				1 ^{er} -1-1970.	
Bourazzouq Bouazza.	Ex-sous-agent public de 1 ^{re} catégorie, 7 ^e échelon (intérieur) (indice 130).	24043	80		10	7 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
M ^{me} Mikbari Fatouma, veuve Bousdira Rahal.	Le mari, ex-agent public de 4 ^e catégorie, échelle 2, 4 ^e échelon (santé publique) (indice 155).	24044	52.50			(P.T.O.) 10 enfants.	1 ^{er} -3-1970.	
M. Bousetta Mohamed.	Ex-gardien de la paix, 2 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 160).	24045	52		20	3 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
M ^{me} Grenier Marie Marcelle, veuve Brenier Louis Théodore.	Le mari, ex-chef de bureau de classe exceptionnelle, 2 ^e échelon (S.G.G.) (indice 550).	24046		74.33 50			1 ^{er} -9-1969.	Réversion de la pension complémentaire n° 10377 insérée au « Bulletin officiel » n° 1967, du 7 juillet 1950 (A.V. du 19 juin 1950, révisée par A.V. du 7 septembre 1950).
M. Cadi Mohammed.	Ex-agent de service, échelle 1, 5 ^e échelon (éducation nationale) (indice 116).	24047	65		20	6 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
M ^{mes} Widal Renée Antoinette, veuve Champel Louis Augustin.	Le mari, ex-inspecteur de 1 ^{re} classe (finances) (indice 330).	24048		44/33/ 50			1 ^{er} -3-1970.	Réversion de la pension complémentaire n° 13831 insérée au « Bulletin officiel » n° 2056, du 21 mars 1952 (A.V. du 10 mars 1952).
Oum-Hani bent Bouchaïb, veuve El Affani Messaoud.	Le mari, ex-gardien de la paix, 2 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 160).	24049	12.50			(P.T.O.) 4 enfants.	1 ^{er} -3-1970.	
M. El Bacha Driss.	Ex-agent de service, échelle 1, 6 ^e échelon (agriculture) (indice 120).	24050	50				1 ^{er} -1-1970.	
M ^{mes} Yatim Fatima, veuve El Fida Ali.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 5 ^e échelon (intérieur) (indice 116).	24051	48/50			(P.T.O.) 5 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
Rami Rkia, veuve Errahim Jama.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice 120).	24052	68.50				1 ^{er} -3-1970.	Réversion de la pension civile n° 19448 insérée au « Bulletin officiel » n° 2739, du 28 avril 1965 (décret du 30 mars 1965).
Taitira Damia, veuve Fadoua Salah.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 125).	24053	80.50				1 ^{er} -6-1969.	Réversion de la pension civile n° 22447 insérée au « Bulletin officiel » n° 2947, du 23 avril 1969 (décret du 11 mars 1969).
MM. Fariss Fatah.	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (travaux publics) (indice 130).	24054	80		15	3 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
Ferssiwi Mohammed.	Ex-juge, 6 ^e échelon (justice) (indice 450).	24055	20				1 ^{er} -1-1966.	
Gebbar Mohammed.	Ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 5 ^e échelon (intérieur) (indice 109).	24056	52				1 ^{er} -1-1970.	
M ^{mes} Assebbane Izza, veuve Ghilmane Kaddour.	Le mari, ex-agent public de 4 ^e catégorie, échelle 2, 5 ^e échelon (jeunesse et sports) (indice 160).	24057	47/50			(P.T.O.) 1 enfant.	1 ^{er} -7-1968.	
Polidori Marie Françoise, veuve Grissonnache François Marius.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle (intérieur) (indice 240).	24058		80.33/ 50			1 ^{er} -2-1970.	Réversion de la pension complémentaire n° 13910 insérée au « Bulletin officiel » n° 2062, du 2 mai 1952 (A.V. du 15 avril 1952).
M. Habja Hachem.	Ex-cavalier, échelle 1, 7 ^e échelon (agriculture, eaux et forêts) (indice 125).	24059	56			5 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, CLASSE, ÉCHELON	Numéro d'inscription	POURCENTAGE DES PENSIONS		Majoration pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
			Princip.	Comp.				
M ^{me} Fatima bent Mohamed, veuve Hafidi Mohamed.	Le mari, ex-instituteur, échel- le 7, 2 ^e échelon (éducation na- tionale) (indice 230).	24060	30/50	%	%	(P.T.O.) 2 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
MM. Hamdani Bouchaïb.	Ex-adjoint de santé breveté, échelle 5, 5 ^e échelon (santé publique) (indice 209).	24061	52		30	2 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
Hamrane El Kebir.	Ex-agent de service, échelle 1, 6 ^e échelon (intérieur) (indice 120).	24062	54		10	5 enfants.	1 ^{er} -2-1969.	
M ^{mes} Fatna bent Mohamed, veuve Hida Messaoud.	Le mari, ex-ouvrier d'état de 2 ^e catégorie, 6 ^e échelon (P.T.T.) (indice 153).	24063	80/25				1 ^{er} -2-1969.	Réversion de la pen- sion civile n° 20218 insérée au « Bulletin officiel » n° 2776, du 12 janvier 1966 (dé- cret du 15 décembre 1965).
Khadème bent Boujemaà, veuve Hida Messaoud.	Le mari, ex-ouvrier d'état de 2 ^e catégorie, 6 ^e échelon (P.T.T.) (indice 153).	24063 bis	80/25			(P.T.O.) 3 enfants.	1 ^{er} -4-1968.	Réversion de la pen- sion civile n° 20218 insérée au « Bulletin officiel » n° 2776, du 12 janvier 1966 (dé- cret du 15 décembre 1965).
Aïcha bent Mohamed, veu- ve Ibrahim Mohamed.	Le mari, ex-huissier, échelle 1, 6 ^e échelon (justice) (indice 120).	24064	32/50			(P.T.O.) 1 enfant.	1 ^{er} -1-1970.	
El Badraoui Lalla Fatima Zohra, veuve Idrissi Bedraoui Ahmed.	Le mari, ex-juge, 6 ^e échelon (justice) (indice 150).	24065	39/50			(P.T.O.) 4 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
Fatima bent Lahcen, veu- ve Jamali Mohamed.	Le mari, ex-gardien de la paix, 2 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 160).	24066	35/50			(P.T.O.) 5 enfants. Rente d'invalidité : 100 % / 50	1 ^{er} -7-1969.	
MM. Jamil Abderrahmane.	Ex-sous-agent public de 2 ^e ca- tégorie, 5 ^e échelon (intérieur) (indice 116).	24067	55			1 enfant.	1 ^{er} -1-1970.	
Janati Driss.	Ex-sous-agent public de 2 ^e ca- tégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 125).	24068	80			4 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
M ^{me} Mahdia bent Lakhdar, veuve Jbara Mohammed.	Le mari, ex - sous - brigadier, 3 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 240).	24069	33/50			(P.T.O.) 5 enfants.	1 ^{er} -12-1969.	
M. Kadmiri Ahmed.	Ex-agent de service, échelle 1, échelon exceptionnel (travaux publics) (indice 150).	24070	80		10		1 ^{er} -1-1970.	
M ^{mes} Hadda bent Larbi, veuve Kasbani Brahim.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 5 ^e échelon (éduca- tion nationale) (indice 116).	24071	11/50			(P.T.O.) 6 enfants.	1 ^{er} -6-1969.	
Khalifa Lakhira, veuve Khalifa Rahal.	Le mari, ex-inspecteur de 2 ^e classe, 3 ^e échelon (inté- rieur, sûreté nationale) (in- dice 230).	24072	52/50			(P.T.O.) 10 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
Ghita bent Driss, veuve Khaoulani Idrissi Ah- med.	Le mari, ex-huissier, échelle 1, 6 ^e échelon (justice) (indice 120).	24073	24/50				1 ^{er} -3-1969.	
Messaouda bent M'Sadek, veuve Lefdali Moham- med.	Le mari, ex-brigadier, 2 ^e éche- lon (intérieur, sûreté natio- nale) (indice 159).	24074	44/50			(P.T.O.) 8 enfants.	1 ^{er} -10-1967.	Réversion de la pen- sion civile n° 19173 insérée au « Bulletin officiel » n° 2739, du 28 avril 1965 (décret du 30 mars 1965).
Bouhesni Rahma, veuve Lemcelai Tayeb.	Le mari, ex-brigadier, 3 ^e éche- lon (intérieur, sûreté natio- nale) (indice 275).	24075	43/50			(P.T.O.) 7 enfants.	1 ^{er} -4-1970.	
M. Maatoug Abdallah.	Ex-sous-agent public de 3 ^e ca- tégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 120).	24076	79			8 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
M ^{me} Essarhir Fatima, veuve Madad Ali.	Le mari, ex-caporal des sapeurs- pompiers, 4 ^e échelon (inté- rieur) (indice 127).	24077	59/50			(P.T.O.) 1 enfant.	1 ^{er} -3-1970.	Réversion de la pen- sion civile n° 19117 insérée au « Bulletin officiel » n° 2701, du 8 août 1965 (décret du 16 juillet 1964).
M. Mahri Brahim.	Ex-sous-agent public hors caté- gorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 165).	24078	80			3 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, CLASSE, ÉCHELON	Numéro d'inscription	POURCENTAGE DES PENSIONS		Majoration pour enfants	CHARGES DE FAMILLE — Rang des enfants	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
			Princip.	Comp.				
M ^{mes} Santucci Mante Angèle, veuve Martini Xavier.	Le mari, ex-agent des lignes, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 185).	24079	%	% 72/33/ 50	%		1 ^{er} -7-1969.	Réversion de la pen- sion complémentaire n° 15970 insérée au « Bulletin officiel » n° 2280, du 6 juillet 1956 (décret du 6 juin 1956).
Tartre Valentine, veuve Merle Charles Désiré.	Le mari, ex-adjoint de santé principal de 1 ^{re} classe (santé publique) (indice 315).	24080		80/33/ 50			1 ^{er} -1-1970.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2213, du 25 mars 1955 (A.V. du 23 fé- vrier 1955).
M. Messaoud Messaoud.	Ex-agent de service, échelle 1, échelon exceptionnel (agri- culture) (indice 150).	24081	80		20	4 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
M ^{mes} Khattabi Rahma, veuve Mohamed M o h a m e d Haddou Tamasinti.	Le mari, ex-instituteur du ca- dre particulier de 1 ^{re} classe (éducation nationale) (indice 315).	24082	63 50			(P.T.O.) 5 enfants.	1 ^{er} -7-1968.	Réversion de la pen- sion civile n° 19370 insérée au « Bulletin officiel » n° 2730, du 24 février 1965 (dé- cret du 21 janvier 1965).
Habiba bent Salah, veuve Mohammed Asrif.	Le mari, ex-gardien de la paix, C.R., 6 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 152).	24083	62 50			(P.T.O.) 4 enfants.	1 ^{er} -5-1966.	Le grade de gardien de la paix stagiaire du C.G. n'a pas été retenu pour la liqui- dation.
Bantoure Étienne, veuve Montagne Paul Henri.	Le mari, ex-ouvrier convoyeur, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 210).	24084		80/33/ 50	10		1 ^{er} -4-1969.	Réversion de la pen- sion complémentaire n° 2318 du 29 mars 1957 (décret du 7 fé- vrier 1957).
El Fatiri Khaddouj, veu- ve Ouahidi Saïd.	Le mari, ex-gardien de la paix, 4 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 190).	24085	38 50			(P.T.O.) 2 enfants.	1 ^{er} -12-1969.	
Essouissi Fattouma, veu- ve Ouakrime Yahia.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 4 ^e échelon (travaux publics) (indice 107).	24086	41 50			(P.T.O.) 5 enfants.	1 ^{er} -2-1966.	
MM. Oumansour Mansour.	Ex-sous-brigadier, 3 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale (indice 240).	24087	73			6 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
Oumenni Hassan.	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (agriculture) (indi- ce 135).	24088	80			1 enfant.	1 ^{er} -1-1970.	
Qamar Ahmed.	Ex-agent de service, échelle 1, 10 ^e échelon (P.T.T.) (indice 140).	24089	77		10	7 enfants.	1 ^{er} -2-1970.	
M ^{mes} Saadia bent M'Barek, veu- ve Qesri El Mekki.	Le mari, ex-secrétaire, échelle 5, 9 ^e échelon (agriculture) (indi- ce 250).	24090	64 50			(P.T.O.) 7 enfants.	1 ^{er} -10-1969.	
Rkia bent Dahman, veuve Raïss Mohammed.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 7 ^e échelon (travaux publics) (indice 125).	24091	69 50			(P.T.O.) 8 enfants.	1 ^{er} -5-1969.	
Bendahbi Fatna, veuve Rounibi Mohamed.	Le mari, ex-infirmier vétérinaire de 2 ^e classe (agriculture) (in- dice 115).	24092	48 50			(P.T.O.) 6 enfants.	1 ^{er} -12-1967.	
M. Sahimi Abdellah.	Ex - aide sanitaire, échelle 2, 2 ^e échelon (santé publique (indice 130).	24093	16				1 ^{er} -10-1969.	
M ^{mes} Fatma bent Taïb Chraïbi, veuve Seqat Abbès.	Le mari, ex-attaché de 3 ^e classe, 1 ^{er} échelon (intérieur) (indi- ce 225).	24094	18 50				1 ^{er} -1-1970.	
Fatna bent Mohammed, veuve Sersif Omar.	Le mari, ex-gardien de la paix, 4 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 190).	24095	52 50			(P.T.O.) 9 enfants. Rente d'invalidité : 100 %/50	1 ^{er} -8-1969.	
Fattouma bent Haj Hassan Chaoui, veuve Squalli Houssaini Abdelmalek.	Le mari, ex-secrétaire, échelle 5, 4 ^e échelon (finances) (indi- ce 195).	24096	27 50			(P.T.O.) 3 enfants.	1 ^{er} -2-1969.	
M. Touijar Ayachi.	Ex-gardien de la paix, 4 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale (indice 190).	24097	75		15	6 enfants.	1 ^{er} -1-1969.	
M ^{me} Fdila bent Abdessalem, veuve Tricha Ahmed.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 7 ^e échelon (travaux publics) (indice 125).	24098	74 50			(P.T.O.) 6 enfants.	1 ^{er} -9-1969.	

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, CLASSE, ÉCHELON	Numéro d'inscription	POURCENTAGE DES PENSIONS		Majoration pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
			Princip.	Comp.				
M. Warda Mokhtar.	Ex-sous-brigadier, 3 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 240).	24099	51	%	20	6 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
M ^{mes} Zahoua bent Jilali, veuve Wouahbi Abdelhadi.	Le mari, ex-inspecteur principal, 2 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 178).	24100	61/50		15	(P.T.O.) 4 enfants.	1 ^{er} -1-1969.	Réversion de la pension civile n° 18428 insérée au « Bulletin officiel » n° 2593, du 6 juillet 1968 (décret du 18 juin 1969).
El Hachmia bent Abdellah, veuve Zahidi Alaoui Mohammed.	Le mari, ex-caïd (intérieur) (indice 300).	24101	26/50			(P.T.O.) 6 enfants.	1 ^{er} -7-1969.	
MM. Zariouh Mohamed.	Ex-brigadier, 3 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 275).	24102	80		20	5 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
Zine El Abidine Abderrahmène.	Ex-professeur de l'enseignement secondaire, 2 ^e cycle, échelle 10, échelon exceptionnelle (éducation nationale) (indice 550).	24103	58		40	5 enfants.	1 ^{er} -1-1970.	
M ^{me} Addiouï Aïcha, veuve Ziyani M'Hammed.	Le mari, ex-instituteur, échelle 7, 3 ^e échelon (éducation nationale) (indice 248).	24104	31/50			(P.T.O.) 7 enfants.	1 ^{er} -3-1969.	

Pensions déjà concédées et faisant l'objet de révision.

MM. Baltar Lahcen.	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (travaux publics) (indice 130).	22031	78				1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2906, du 10 juillet 1968 (décret du 11 juin 1968).
Touhami El Bekhaye.	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (travaux publics) (indice 130).	22041	80		20		1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2906, du 10 juillet 1968 (décret du 11 juin 1968).
Addi Abdelkader.	Ex-inspecteur de 2 ^e classe, 2 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 215).	22098	80			7 enfants.	1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2918, du 2 octobre 1968 (décret du 31 juillet 1968).
Laaziri Aomar.	Ex-gardien de la paix, 2 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 160).	22129	61		15	4 enfants.	1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2918, du 2 octobre 1968 (décret du 31 juillet 1968).
M'Rabet Hemmou.	Ex-inspecteur de 2 ^e classe, 2 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 215).	22138	68			4 enfants.	1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2918, du 2 octobre 1968 (décret du 31 juillet 1968).
Rkhal Bouazza.	Ex-agent de service, échelle 1, 7 ^e échelon (travaux publics) (indice 125).	22142	60		15	5 enfants.	1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2918, du 2 octobre 1968 (décret du 31 juillet 1968).
Baba Abdelkrim.	Ex-agent public de 3 ^e catégorie, échelle 4, 6 ^e échelon (travaux publics) (indice 205).	22204	60				1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2923, du 6 novembre 1968 (décret du 10 octobre 1968).
Beunacer Mohamed Ouamer.	Ex-agent de service, échelle 1, 7 ^e échelon (travaux publics) (indice 125).	22209	79				1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2923, du 6 novembre 1968 (décret du 10 octobre 1968).
Bentaleb Ali.	Ex-agent de service, échelle 1, 7 ^e échelon (travaux publics) (indice 125).	22210	78		15	5 enfants.	1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2923, du 6 novembre 1968 (décret du 10 octobre 1968).
Bougayou Lahssen.	Ex-agent de service, échelle 1, 6 ^e échelon (travaux publics) (indice 120).	22213	66				1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2923, du 6 novembre 1968 (décret du 10 octobre 1968).
El Harrar Abdelkbir.	Ex-gardien de la paix, 2 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 160).	22232	54			1 enfant.	1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2923, du 6 novembre 1968 (décret du 10 octobre 1968).
Kherbouch Lahoussine.	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice 135).	22252	80		20		1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2923, du 6 novembre 1968 (décret du 10 octobre 1968).
Sioud Brahim.	Ex-agent de service, échelle 1, échelon exceptionnel (travaux publics) (indice 150).	22280	74		10	2 enfants.	1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 2923, du 6 novembre 1968 (décret du 10 octobre 1968).

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, CLASSE, ÉCHELON	Numéro d'inscription	POURCENTAGE DES PENSIONS		Majoration pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
			Princip.	Comp.				
			%	%	%			
M. Lachhab Mohammed.	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (travaux publics) (indice 130).	22379	79			3 enfants.	1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2934, du 22 jan- vier 1969 (décret du 30 novembre 1968).
Gougouch Brahim.	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (travaux publics) (indice 130).	22452	73				1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2947, du 23 avril 1969 (décret du 11 mars 1969).
M ^{me} Bazede Saadia, veuve El Bordi Ahmed.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 5 ^e échelon (S.G.G.) (indice 116).	22505	31/50			(P.T.O.) 3 enfants.	1 ^{er} -4-1968.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2993, du 11 mars 1970 (décret du 26 janvier 1970).
MM. Maskhouni M'Barek.	Ex-agent de service, échelle 1, 5 ^e échelon (travaux publics) (indice 116).	22529	51			6 enfants.	1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2993, du 11 mars 1970 (décret du 26 janvier 1970).
Tizoua Mohammed.	Ex-agent de service, échelle 1, 5 ^e échelon (travaux publics) (indice 116).	22672	58				1 ^{er} -2-1968.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2994, du 18 mars 1970 (décret du 26 janvier 1970).
M ^{me} KENZA bent Abdellah Ser- ghini, veuve Marsaoui Houssine.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 6 ^e échelon (S.G.G.) (indice 120).	22768	54/50			(P.T.O.) 3 enfants.	1 ^{er} -5-1967.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2995, du 25 mars 1970 (décret du 30 janvier 1970).
M. Tabarani Bouih.	Ex-brigadier-chef, 1 ^{er} échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 280).	22857	49				1 ^{er} -1-1969.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2995, du 25 mars 1970 (décret du 26 janvier 1970).
M ^{me} Belmouden Fatma, veuve Cherkaoui Maknassi Mo- hammed.	Le mari, ex-agent public de 2 ^e catégorie, échelle 5, 4 ^e échelon (intérieur) (indice 195).	22869	43/50			(P.T.O.) 6 enfants.	1 ^{er} -4-1968.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2982, du 24 dé- cembre 1969 (décret du 29 novembre 1969).
MM. El Wardi Boumahdi.	Ex-sous-brigadier, 1 ^{er} échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 215).	22911	80		15	1 enfant.	1 ^{er} -1-1969.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2982, du 24 dé- cembre 1969 (décret du 29 novembre 1969).
Idmansour Abdallah.	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (travaux publics) (indice 130).	22919	71		10	6 enfants.	1 ^{er} -1-1968.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2982, du 24 dé- cembre 1969 (décret du 29 novembre 1969).
Soussi Menebhi Bouje- maâ.	Ex-sous-brigadier, 3 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 240).	23014	53				1 ^{er} -1-1969.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2983, du 31 dé- cembre 1969 (décret du 3 décembre 1969).
Fadli Mimoun ou Raho.	Ex-inspecteur de 2 ^e classe, 2 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 215).	23065	48			7 enfants.	1 ^{er} -1-1969.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2984, du 7 jan- vier 1970 (décret du 3 décembre 1969).
Hamzi Bachir.	Ex-sous-brigadier, 1 ^{er} échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 215).	23075	75				1 ^{er} -1-1969.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2984, du 7 jan- vier 1970 (décret du 3 décembre 1969).
Raïs Ali.	Ex-sous-brigadier, 1 ^{er} échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 215).	23137	73		15	3 enfants.	1 ^{er} -1-1969.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2985, du 14 jan- vier 1970 (décret du 3 décembre 1969).
Selmy Sliman.	Ex-sous-brigadier, 1 ^{er} échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 215).	23147	41			1 enfant.	1 ^{er} -1-1969.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2985, du 14 jan- vier 1970 (décret du 3 décembre 1969).
M ^{me} Ouais Sokhrat Allah, veu- ve Gourrani Faragi.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 5 ^e échelon (S.G.G.) (indice 116).	23184	33/50				1 ^{er} -12-1967.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2986, du 21 jan- vier 1970 (décret du 3 décembre 1969).
M. Makni Mohamed.	Ex-brigadier-chef, 1 ^{er} échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 280).	23113	63			2 enfants.	1 ^{er} -1-1969.	Pension déjà inscrite au « Bulletin officiel » n° 2996, du 1 ^{er} avril 1970 (décret du 26 janvier 1970).

AVIS ET COMMUNICATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES

DIVISION DES IMPÔTS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 20 DÉCEMBRE 1970. — *Impôt sur les bénéfices professionnels* : Oujda—Ville-nouvelle, émissions n°s 16 et 17 de 1967 ; Oujda-Médina, émission n° 13 de 1967 ; Fès—Aïn-Kadous, émission n° 11 de 1967 ; Meknès-Batha, émissions n°s 12 et 15 de 1967 ; Khenifra, émissions n°s 11 et 12 de 1967 ; Kenitra—Ville-nouvelle, émissions n°s 16 de 1966, 14, 15 et 16 de 1967 ; Sidi-Slimane, émission n° 5 de 1967 ; Rabat—Nord, émissions n°s 11 et 14 de 1967 ; 34 et 35 de 1970 ; Rabat—Sud, émissions n°s 14 et 16 de 1967, 83 de 1969, 80, 81, 82 et 84 de 1970 ; Salé-Tabriket, émission n° 12 de 1967 ; Casablanca—Sidi-Belyout, émissions n°s 15, 16, 16 bis, 17 et 18 de 1967, 169 de 1968 et 170 de 1970 ; Casablanca—Roches-Noires, émissions n°s 18 bis de 1965, 23 et 24 de 1966, 14 et 16 de 1967 ; Casablanca—Place-des-Nations-Unies, émissions n°s 14, 14 bis, 15, 15 bis, 17 et 372 de 1967, 373 de 1968 et 374 de 1970 ; Casablanca—El-Fida, émissions n°s 12 et 13 de 1967 ; Casablanca—Derb-Sidna, émissions n°s 12, 13, 14, 14 bis et 18 de 1967 ; Casablanca—Cité-Mohammedia, émissions n°s 8 et 14 de 1967 et 107 de 1970 ; Casablanca—Sidi-Othmane, émissions 11, 11 bis et 15 de 1967 ; Casablanca—Bab-Marrakech, émissions n°s 19 de 1966, 13, 15 et 16 de 1967 et 113 de 1970 ; Casablanca—Maârif, émissions n°s 17 bis de 1966, 14 et 17 de 1967 et 46 de 1970 ; Casablanca-Bourgogne, émissions n°s 13 et 14 de 1967, 35 de 1969 et 36 de 1970 ; Mohammedia, émission n° 13 de 1967 ; Safi-Port, émissions n°s 19 de 1966 et 14 et 20 de 1967 ; Youssoufia, émission n° 14 de 1967 ; Marrakech-Gueliz, émission n° 18 de 1967 ; Marrakech-Médina, émission n° 13 de 1967 ; Marrakech—Bab-Doukkala, émission n° 10 de 1967 ; Marrakech—Arset-Lamaâch, émission n° 13 de 1967 ; Ben-Guerir, émission n° 13 de 1967 ; Agadir, émissions n°s 17 et 18 de 1966 et 14 et 15 de 1967 ; Inezgane, émissions n°s 13 et 14 de 1967 ; Tiznit, émission n° 9 de 1967 ; Tanger-Médina, émissions n°s 13 de 1967, 23 et 24 de 1970 ; Tétouan—Al-Adala, émission n° 14 1967 ; Larache, émissions n°s 16 de 1966 et 13 de 1967 ; Fès—Ville-nouvelle, émission n° 16 de 1967 ; Taza, émission n° 13 de 1967 ; Casablanca—Sidi-Belyout, émission n° 19 de 1966 ; Casablanca—Roches-Noires, émissions n°s 17 et 18 de 1967 ; Tanger, émission n° 15 de 1967.

LE 20 DÉCEMBRE 1970. — *Prélèvement sur les traitements et salaires* : Casablanca—Place-des-Nations-Unies, émission n° 14 de 1966 ; Casablanca—Maârif, émissions n°s 12, 12 bis et 15 de 1966 ; Casablanca-Bourgogne, émission n° 14 de 1966 et Marrakech-Gueliz, émission n° 15 de 1966.

LE 20 DÉCEMBRE 1970. — *Impôt des patentes* : Oujda-Médina, émission n° 8 de 1967 ; Fès-Fekharine, émissions n°s 6 et 7 de 1967 ; Meknès-Batha, émission n° 8 de 1967 ; Meknès-Médina, émissions n°s 5 et 6 de 1967 ; Meknès-Ryad, émission n° 5 de 1967 ; El-Hajeb, Azrou, Youssoufia et Marrakech—Arset-Lamaâch, émission n° 4 de 1967 ; Kenitra—Ville-nouvelle, émissions n°s 8, 10 et 11 de 1967 ; Kenitra-Est, Sidi-Kacem, Casablanca—Sidi-Belyout, Casablanca-Bourgogne, Mohammedia et Marrakech-Gueliz, émission n° 5 de 1967 ; Souk-El-Arbaâ-du-Rharb, Ouezzane, Casablanca—Cité-Mohammedia, Safi et Ouarzazate, émission n° 3 de 1967 ; Rabat-Nord, émissions n°s 5 et 6 de 1967 ; Rabat-Sud, émissions n°s 7, 8, 10 et 11 de 1967 ; Casablanca—Sidi-Belyout, émissions n°s 5 et 6 de 1967 ; Casablanca—Place-des-Nations-Unies, émissions n°s 6 et 7 de 1967 ; Casablanca—Derb-Sidna, émissions n°s 3, 4, et 5 de 1967 ; Casablanca—Cité-Mohammedia, Casablanca-Bourgogne, émission n° 6 de 1967 ; Casablanca—Sidi-Othmane, émissions n°s 4 et 4 bis de 1967 ; Casablanca—Bab-Marrakech, émissions n°s 3 et 8 de 1967 ; Casablanca—Maârif, émissions n°s 3 et 4 de 1967 ; Safi-Port, émission n° 8 de 1967 ; Marrakech-Gueliz, émission n° 9 de 1967 ; Marrakech—Arset-Lamaâch, émissions n°s 3 et 6 de 1967 ; Marrakech—Bab-Doukkala,

Ben-Guerir et Kelaâ-des-Sraghna, émission n° 2 de 1967 ; Tanger, émissions n°s 7 et 8 de 1967 ; Tétouan—Al-Adala, émission n° 7 de 1967 et Marrakech-Médina, émission n° 5 bis de 1967.

LE 20 DÉCEMBRE 1970. — *Taxe urbaine* : Oujda-Médina, Fès-Fekharine, Meknès-Médina, Casablanca—Sidi-Belyout, Casablanca-Bourgogne, Casablanca—El-Fida et Mohammedia, émission n° 4 de 1967 ; Meknès-Ryad et Meknès-Batha, émission n° 6 de 1967 ; Kenitra—Ville-nouvelle, Oued-Zem, Marrakech-Médina, Casablanca—Cité-Mohammedia, Agadir et Tétouan—Al-Adala, émission n° 5 de 1967 ; Souk-El-Arbaâ-du-Rharb, Kenitra-Ouest, Youssoufia et Marrakech—Bab-Doukkala, émission n° 3 de 1967 ; Rabat-Nord, émissions n°s 6 et 7 de 1967 ; Rabat-Sud, émissions n°s 3, 4 et 6 de 1967 ; Casablanca—Place-des-Nations-Unies, émissions n°s 3 et 4 de 1967 ; Casablanca—Derb-Sidna, émissions n°s 3 et 4 de 1967 ; Casablanca—Sidi-Othmane, émissions n°s 2, 3 et 4 de 1967 ; Casablanca—Bab-Marrakech, émissions n°s 2 et 5 de 1967 ; Casablanca—Maârif, émissions n°s 3, 4, 5 et 5 bis de 1967 ; Safi-Port, émissions n°s 4 et 5 de 1967 ; Marrakech-Gueliz, émissions n°s 3 et 5 de 1967 ; Marrakech—Arset-Lamaâch, émissions n°s 4 et 5 de 1967 ; Fès-Batha, émission n° 4 de 1967 et Fès-Fekharine, émission n° 5 de 1967.

LE 20 DÉCEMBRE 1970. — *Taxe de licence* : Casablanca—Sidi-Belyout, émission n° 2 de 1967 ; Marrakech—Arset-Lamaâch, émission n° 2 de 1967 et Rabat-Sud, émission n° 7 de 1967.

LE 20 DÉCEMBRE 1970. — *Réserve d'investissements* : Casablanca—Sidi-Belyout, émission n° 8 de 1967 ; Casablanca—Maârif, émission n° 3 de 1967 et Larache, émission n° 1 de 1967.

LE 20 DÉCEMBRE 1970. — *Impôt agricole* : Kenitra-Est, émission n° 2077 de 1968 ; El-Kelaâ-des-Sraghna, émission n° 2078 de 1969 ; Marrakech-Médina, émission n°s 2079 à 2081 de 1967, 1968 et 1969 ; Mohammedia, émission n° 2082 de 1969 ; Benguerir, émissions n°s 2083 à 2089 de 1967, 1968 et 1969 ; Sidi-Slimane, émissions n°s 2090 et 2091 de 1968 et 1969 ; Souk-El-Arba, émissions n°s 2092 et 2093 de 1969 ; Guercif, émission n° 2094 de 1969 ; Jerada, émissions n°s 2095 à 2100 de 1967, 1968 et 1969 ; Essaouira, émissions n°s 2101 à 2103 de 1969 ; Fkih-Ben-Salah, émission n° 2104 de 1969 ; Sidi-Bennour, émission n° 2105 de 1969 ; Oujda-Bab-Rharbi, émissions n°s 2106 à 2109 de 1968 et 1969 ; Taourirt, émissions n°s 2110 à 2122 de 1967, 1968 et 1969 ; Had-Kourt, émissions n°s 2121 à 2123 de 1968 et 1969 ; Azilal, émissions n°s 2124 et 2125 de 1969 ; Casablanca-Bourgogne, émissions n°s 2126 à 2136 de 1967, 1968 et 1969 ; Imi-n-Tanoute, émissions n°s 2137 à 2139 de 1967, 1968 et 1969 ; Rabat-Nord, émissions n°s 2140 à 2142 de 1967, 1968 et 1969 ; El Borouj, émissions n°s 2143 et 2144 de 1969 ; El-Jadida, émissions n°s 2145 à 2148 de 1968 et 1969 ; Fkih-Ben-Salah, émission n° 2149 de 1968 ; Marrakech—Arset-Lamaâch, émissions n°s 2150 et 2151 de 1968 et 1969 ; Souk-El-Arba, émissions n°s 2152 à 2154 de 1967, 1968 et 1969.

Le directeur adjoint,
chef de la division des impôts,

ABDELKADER KADIRI.

Indice du coût de la vie à Casablanca (111 articles)
(mois de décembre 1970).

Au mois de décembre 1970 le niveau atteint par l'indice du coût de la vie à Casablanca (111 articles) est de : 133,9.

Le pourcentage de variation par rapport au niveau de référence (103,2 en décembre 1959) est de : + 29,7.

Le nombre des articles (exception faite des légumes et fruits frais) dont les prix ont augmenté d'au moins 5 % par rapport à décembre 1959 est de : 68.

Le nombre des articles (exception faite des légumes et fruits frais) dont les prix ont augmenté d'au moins 5 % par rapport à décembre 1961 est de : 55.